GEMEINNÜTZIGER VEREIN E.V.
SCHORNDORF
APOTHEKER DR. MED. MARIA
UND JOHANN-PHILIPP PALM

PALM-
STIFTUNG

Prix Johann Philipp Palm
pour la Liberté d'Opinion et d'Expression

Décerné par la

Fondation Palm

association déclarée à but non lucratif, Schorndorf

8ième Remise du Prix Palm
le 4 décembre 2016
Schorndorf/ Allemagne

Documentation

GEMEINNÜTZIGER VEREIN E.V.
SCHORNDORF
APOTHEKER DR. MED. MARIA
UND JOHANN-PHILIPP PALM

PALM-
STIFTUNG

Prix Johann Philipp Palm
pour la Liberté d'Opinion et d'Expression

Décerné par la

Fondation Palm

association déclarée à but non lucratif, Schorndorf

8ième Remise du Prix Palm
le 4 décembre 2016
Schorndorf/ Allemagne

Documentation

Rédaction: Annette Kroenert/ Traduction: Carolin Behrendt

Schorndorf, le 3 mai 2017

Pharmaciens, Entrepreneurs, Fondateurs :
In memoriam Maria Palm, Docteur en médecine (1923 – 2008) et Johann-Philipp Palm (1918 – 2004)
Photo : Archives de la famille et de l´entreprise Palm

Contenu

Préface: M. le Professeur Ulrich Palm	1
Membres du jury 2016	3
Communiqué de presse de la Fondation Palm	4
Félicitations du parrain : le ministre-président Winfried Kretschmann	6
Programme	9
Mots de bienvenue et de remerciement : M. le Professeur Ulrich Palm	10
Mots de bienvenue de la Ville de Schorndorf : M. le Maire Matthias Klopfer	14
Allocution festive: Hubert Spiegel, Frankfurter Allgemeine Zeitung	19
Discours à la louange de Mme Inès Lydie Gakiza : Bruno Brommer, ancien ambassadeur du Burundi	29
Mots de remerciement : Inès Lydie Gakiza	32
Discours à la louange du groupe « Les Diplômés pour la Paix » : Christiane Schloetzer, Sueddeutsche Zeitung	35
Mots de remerciement : Muzaffer Kaya pour le groupe « Les Diplômés pour la Paix »	37
Revue de presse (aperçu)	42
Revue de presse (extrait traduit) : Hamburger Abendblatt du 6 mai 2016	49
Revue de presse (extrait traduit) : Schorndorfer Nachrichten du 3 décembre 2016	52
Revue de presse (extrait traduit) : SWR-Aktuell du 4 décembre 2016	56
Revue de presse (extrait traduit) : Stuttgarter Zeitung du 5 décembre 2016	57
Mots de remerciement: Annette Kroenert	62

DANS TOUTES LES INTERVENTIONS SEULES LES PAROLES PRONONCÉES FONT FOI

Mises en évidence dans le texte original par les auteurs respectifs

Préface

M. le Professeur Ulrich Palm

Membre du jury et représentant de la famille Palm

Le Prix Johann Philipp Palm a été remis pour la huitième fois par la Fondation Palm le premier dimanche de décembre de l'année écoulée. Avec la journaliste de radio Inès Lydie Gakiza et « Les Diplômés pour la Paix », deux personnalités éminentes représentant l'idéal de ce prix ont été distingués. Ils sont issus de pays en dehors de l'Union Européenne. Pourtant leurs activités nous concernent directement. Mme Gakiza vient du pays partenaire du Land de Bade-Wurtemberg dont le ministre-président est parrain de ce prix. Les Diplômés pour la Paix s'engagent de manière durable pour une Turquie démocratique - un pays avec lequel nous sommes liés de multiples manières. Preuve en est le référendum récemment mené sur la constitution turque qui pourra ouvrir la voie à un état autocratique. Dans un monde globalisé il ne s'agit pas de questions sur des sociétés dans des pays éloignés, il s'agit de décisions qui nous concerneront concrètement.

La présente documentation vous servira d'aperçu du choix des lauréats et de la cérémonie de la Remise du Prix. Après une liste avec les membres du Conseil de Fondation qui choisit les lauréats et les communiqués de presse pour annoncer les lauréats, vous trouverez les mots de bienvenue du ministre-président du Land de Bade-Wurtemberg. Nous vous présentons ci-après un aperçu du déroulement de la cérémonie avec l'allocution de bienvenue, les mots de bienvenue du Maire de la Ville de Schorndorf, l'allocution festive remarquable de Hubert Spiegel, la Remise du Prix, les discours élogieux aux lauréats de Bruno Brommer et de Christiane Schlötzer ainsi que les discours de remerciement émouvants de nos lauréats. A la fin de la documentation, vous trouverez une revue de presse avec des articles sur la Remise du Prix et un mot de remerciement de Annette Krönert. Un grand merci à Martin Pfeiffer d'avoir élaboré cette documentation.

Enfin, nous souhaitions ici exprimer l'espoir qu'un ordre juridique et démocratique puisse se rétablir au Burundi et en Turquie où la liberté d'opinion et d'expression ne figurerait pas seulement dans la Constitution mais où elle serait une réalité vécue.

Fait à Schorndorf, en mars 2017

Dr. Rainer König
Président du directoire

Prof. Dr. Ulrich Palm
Président du conseil de surveillance

Membres du jury 2016
De gauche à droite : Prof. Dr. Ulrich Palm, Le Maire Matthias Klopfer, Seyran Ateş, Dr. Thomas Schnabel, D. Eberhardt Renz. Photo : Archives de la famille et de l'entreprise Palm

Membres du jury du Prix Palm 2016

Seyran Ateş
Avocate et auteur, lauréate du Prix Johann Philipp Palm 2008, Berlin

Freimut Duve
Auteur, ancien mandataire de l'OSCE pour la liberté des médias, Hambourg

Matthias Klopfer
Maire de la Ville de Schorndorf, Schorndorf

Karl-Dieter Möller
Ancienne rédaction Droit et Justice de la télévision ARD/SWR, Karlsruhe

Prof. Dr. Ulrich Palm
Université de Hohenheim, représentant de la famille Palm, Hohenheim

Martin Pfeiffer
Conseiller de l'Église en retraite, ancien délégué de l'Église cantonale chargé des questions européennes, Zell u.A.

D. Eberhardt Renz
Évêque en retraite, président du Conseil de Fondation, Tübingen

Matthias Schepp
Chef du bureau moscovite du *Spiegel,* Moscou

Christiane Schlötzer
Responsable adjointe de la *Seite Drei* (« page trois»), *Süddeutsche Zeitung*, Munich

Dr. Thomas Schnabel
Directeur de la Maison de l'Histoire du Bade-Wurtemberg, Stuttgart

Hubert Spiegel
Rédacteur responsable de la Littérature, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Francfort

Christa Vossschulte
Ancienne vice-présidente du Landtag de Bade-Wurtemberg, Esslingen

Extrait des directives sur la Remise du Prix

Le Conseil de Fondation décide de la Remise du Prix Johann Philipp Palm. La direction de la Fondation Palm renomme le Conseil de Fondation chaque année du Prix, plusieurs réélections sont possibles. L'activité au sein du Conseil est bénévole. Le Prix peut être réparti sur trois lauréats. Les décisions du Conseil de Fondation sont définitives et ne peuvent être contestées. Le recours à la voie juridique est exclu.

Communiqué de presse

Publié par le jury de la Fondation Palm le 26 août 2016

Les lauréats du 8ième Prix Johann Philipp Palm pour la Liberté d'Opinion et d'Expression sont issus du Burundi et de la Turquie

Cérémonie publique le dimanche, 4 décembre à 11:00 heures dans la Barbara-Künkelin-Halle à Schorndorf/ Bade-Wurtemberg/ Allemagne

Les lauréats du Prix Johann Philipp Palm pour la Liberté d'Opinion et d'Expression 2016 sont la journaliste de radio Inès Lydie Gakiza du Burundi et le groupe turc des **« Diplômés pour la Paix »** autour de Esra Mungan, Meral Camcı, Muzaffer Kaya et Kıvanç Ersoy. Le prix doté en total de 20.000 euros est attribué tous les deux ans par la Fondation Palm (Palm-Stiftung e.V.) siégeant à Schorndorf. Il est parrainé par le ministre-président du Land de Bade-Wurtemberg, M. Winfried Kretschmann.

Inès Lydie Gakiza est une journaliste de radio du Burundi. Depuis avril 2015, l'état d'urgence règne dans ce pays est-africain après que Pierre Nkurunziza s'est fait réélire président dans des conditions redoutables. Depuis, des journalistes et des oppositionnelles sont exposés à des arrestations et des enlèvements arbitraires et doivent craindre pour leurs vies. Mme Gakiza ne peut plus travailler pour la radio privée indépendante **« Radio Publique Africaine »** (RPA) ou elle était employée depuis 2011. Elle s'est d'abord enfuie au Rwanda et elle est actuellement hôte de la Fondation hambourgeoise pour les victimes de persécution politique à Hambourg. Même pendant sa fuite, elle a fondé ensemble avec des collègues un magazine en ligne afin de fournir des informations sur le Burundi et elle continue de rapporter dans des articles et des émissions radio sur la situation militaire et politique du pays. Elle assume ainsi une importante fonction informative.

Le **groupe « Les Diplômés pour la Paix »** est un groupe pacifiste qui s'engage pour la liberté d'opinion en Turquie. En janvier 2016, il s'est adressé avec une pétition au gouvernement turc appelant à la reprise du processus de paix entre les Turcs et les Kurdes à l'est de la Turquie. Cet appel à été signé par 2.000 diplômés environ. Ils sont convaincus qu'une société civile ouverte et démocratique ne peut être atteinte que par l'éducation et la transmission des valeurs. Les quatre scientifiques qui représentent le groupe lors de la Remise du Prix étaient temporairement en détention préventive en raison de la pétition. Ils sont directement concernés par les mesures douteuses suite au coup d'État en juillet de cette année et il y a le risque d'une interdiction de l'activité professionnelle ou d'une expulsion du pays ainsi que des procès judiciaires.

Le Conseil de Fondation qui choisit les lauréats a pris sa décision déjà au début du mois de mai. Il a pu recourir aux propositions des partenaires de coopération de la Fondation comme Amnesty International, Journalistes aident Journalistes (Journalisten helfen Journalisten) et Reporters sans Frontières. Les lauréats

sont toujours communiqués le 26 août. C'est ainsi que la fondation rappelle celui qui a donné son nom au prix, **le libraire Johann Philipp Palm (1766-1806)** originaire de Schorndorf. Éditeur d'un document portant un regard critique sur Napoléon, il a été condamné à mort dans un procès truqué et abattu après. Cette année marquera son 250ième anniversaire.

Dans une cérémonie publique le dimanche, 4 décembre à Schorndorf, les lauréats recevront leur distinction. Hubert Spiegel, rédacteur responsable de la Littérature et correspondant en Allemagne de la rubrique culturelle de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* tiendra l'allocution festive.

Traduction française : Ursula Nickel, Stuttgart

Félicitations du parrain

Winfried Kretschmann

Le ministre-président du Land de Bade-Wurtemberg

Albert Camus a dit un jour :

« Une presse libre peut, bien sûr, être bonne ou mauvaise, mais sans liberté, la presse ne sera très certainement que mauvaise. »

Il est difficile de mieux décrire l'importance de la liberté de la presse et d'opinion. Elle est certainement un des acquis les plus importants de notre démocratie. La liberté de la presse montre toujours si les droits de l'homme sont respectés dans un pays. Je suis fier et heureux de vivre dans un pays où la liberté de la presse et d'opinion veille à ce que je ne puisse ni ne doive aimer tout ce qui est écrit sur moi dans les journaux, et tout ce qui est dit à la télévision. La liberté de la presse est pour moi l'expression directe d'une démocratie saine.

En tant que parrain de la huitième Remise du Prix Johann Philipp Palm je suis particulièrement heureux que ce prix soit décerné comme les années précédentes à des personnes et des institutions qui se sont engagées de manière courageuse et déterminée pour la liberté d'opinion et d'expression. Un engagement qu'on n'appréciera jamais assez car la liberté d'expression et des citoyens informés de façon indépendante sont les pierres angulaires de chaque société démocratique. L'exercice de ces droits devenu une évidence dans notre société peut avoir des conséquences désastreuses au niveau professionnel et personnel dans les pays injustes. La vie de celui qui a donné son nom, Johann-Phillip Palm, en est la preuve.

La tâche de journalistes ce n'est pas de plaire aux gens de pouvoir. Leur travail est d'informer, parfois de révéler, de créer de la transparence pour permettre ainsi aux citoyens de se faire une image indépendante - la condition nécessaire pour une expression libre. Le Prix Johann Philipp Palm attire l'attention aux voix critiques que certains despotes aimeraient faire taire.

Avec le groupe turc « Les Diplômés pour la Paix » et la journaliste radio Inès Lydie Gakiza du Burundi, le jury s'est décidé cette année encore pour des personnalités journalistiques éminentes et des lauréats dignes. Votre engagement mérite le plus grand respect. Vous montrez de manière exemplaire que même en détention ou en exil l'homme peut être libre dans l'esprit. Et vous nous rappelez que nous devons constamment défendre nos idéaux et nos valeurs. Vous ne vous êtes pas laissés intimider par la détention ou la persécution, vous avez suivi les encouragements de votre conscience. Vous avez fait preuve de courage, de détermination, de fermeté et de caractère. Vous avez posé les bonnes questions et vous êtes allé au fond des choses que d'autres auraient souhaité enterrer profondément.

A tous les lauréats je souhaite que cette distinction les encourage de poser ces questions tellement importantes pour leurs concitoyens et tellement dangereuses pour eux-mêmes.

Je tiens à remercier la famille fondatrice et tous ceux qui s'engagent pour la Fondation.

Mais je remercie particulièrement ceux qui s'engagent pour les idéaux de la liberté de la presse et d'opinion - partout dans ce monde et parfois dans les conditions les plus dures.

Winfried Kretschmann
Ministre-président du Land de Bade-Wurtemberg

De gauche à droite : Hubert Spiegel, Christiane Schloetzer, membres du groupe « Les Diplômés pour la Paix », Inès Lydie Gakiza (en robe rouge), tout à droite Seyran Ateş. Photo : D. Grbic, Bebop Media

Cérémonie à l'occasion de la Remise du
8ième Prix Johann Philipp Palm pour la Liberté d'Opinion et d'Expression
le dimanche, 4 décembre 2016 dans la Barbara Künkelin Halle à Schorndorf

Programme

Musique : Die Gedanken sind frei (« Les pensées sont libres ») - chanson populaire

Mots de bienvenue et de remerciement
Prof. Dr. Ulrich Palm, membre du jury et représentant de la famille Palm

Mots de bienvenue de la Ville de Schorndorf
Monsieur le Maire Matthias Klopfer

Musique : J.S. Bach : Suite pour violoncelle N° 4 en mi bémol majeur – Prélude

Allocution festive :
La colère au lieu de la vérité ? La liberté d'opinion et d'expression dans une ère post-factuelle
Hubert Spiegel, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*

Musique : J.S. Bach : Suite pour violoncelle N° 4 en mi bémol majeur – Sarabande et Gigue

Discours élogieux des lauréats
Inès Lydie Gakiza par **Bruno Brommer**, ancien ambassadeur au Burundi
« Les Diplômés pour la Paix » par **Christiane Schloetzer,** *Sueddeutsche Zeitung*

Remise des certificats

Mots de remerciement des lauréats
Inès Lydie Gakiza, journaliste de radio du Burundi
Muzaffer Kaya, représentant des **« Diplômés pour la Paix »**, groupe militant pacifiste de Turquie

Musique : David Popper : Hohe Schule des Violoncellospiels – Etüde Nr. 22 in G-Dur (« La Haute Ecole du Jeu de Violoncelle » - étude N° 22 en en sol majeur)

Invitation à la réception

Traduction française : Carolin Behrendt, Winnenden
Traduction turque : Seyran Ateş, Berlin
Musique : Jonas Palm, violoncelle

Mots de bienvenue et de remerciement

M. le Professeur Ulrich Palm

Membre du jury et représentant de la famille Palm

Chère Mme Gakiza,

Chère Mme Sayin, chère Mme Camci, cher M. Yenegün, cher M. Kaya,

Vous êtes venus à Schorndorf aujourd'hui. C'est un endroit paisible situé dans la belle vallée du Remstal avec une charmante vielle-ville, avec des citoyens travailleurs et généreux et avec un maire motivé et sympathique. Cette ville présente donc de nombreux avantages. Mais ce n'est pas la raison pour laquelle vous êtes venus aujourd'hui. Nous avons l'honneur de vous accueillir à Schorndorf car vous recevrez aujourd'hui un Prix international pour la Liberté d'Opinion et d'Expression. Ce prix porte le nom du libraire Johann Philipp Palm, né ici il y a 250 ans.

Quelle était l'idée des fondateurs quand ils ont donné ce nom au Prix lors de son initiation? La tradition familiale était un facteur déterminant mais pas la raison profonde. En tant que jeune adulte, le fondateur devait lui-même sentir ce que signifie l'endoctrinement d'un régime despotique. Il était conscient de la manipulation du séduisant avec le plus grand mépris de la dignité humaine et il voulait laisser son empreinte. L'idée des fondateurs se laisse donc résumer de manière concise avec les mots du philosophe américain Santayana. « Those who cannot remember the past are condemned to repeat it ». Ceux qui ne s'en souviennent pas du passé sont forcés à le répéter. Cela ne veut pas dire que nous vivons encore une fois des événements du passé. La vie est une rivière en constante évolution. L'histoire ne se répète pas. Mais elle rime avec, comme l'a dit Mark Twain. « History doesn't repeat itself but it often rhymes ». Et il y a aussi des parallèles essentielles entre vous, nos lauréats et le libraire Johann Philipp Palm. Comme vous, il a revendiqué le droit d'exprimer son opinion et de dénoncer des dysfonctionnements. Comme vous, il était un homme de la parole, la violence lui était étrangère. Sa raison lui était suffisante pour faire face aux dirigeants au pouvoir. Comme vous, il était prêt à accepter des conséquences personnelles.

Chère Mme Gakiza, c'est donc un grand honneur pour moi de vous accueillir ici à Schorndorf, accompagnée de votre époux, M. Ndikumana. Vous venez du Burundi, le pays partenaire africain du Bade-Wurtemberg ce qui nous lie aussi particulièrement. Comme vous le savez, notre ministre-président est parrain de ce Prix.

Je me réjouis également de souhaiter cordialement la bienvenue aux membres présents du groupe « Les Diplômés pour la Paix ». Chère Mme Sayin, chère Mme Camci, cher M. Yenegün, cher M. Kaya - aujourd'hui vous recevrez ce Prix pour votre groupe. Le Conseil de Fondation a d'ailleurs pris la décision de distinguer votre groupe au début du mois de mai de cette année. La tentative du coup d'État deux mois après - qui doit maintenant légitimer la transformation de la Turquie en état autoritaire - n'était donc pas encore prévisible à l'époque.

Les menaces de la liberté d'opinion et d'expression sont de toutes sortes. Selon le juriste Ernst-Wolfgang Böckenförde, l'état libéral et sécularisé vit de conditions qu'il ne peut pas garantir lui-même. La liberté des citoyens accordée par l'état constitutionnel devra donc se réguler de l'intérieur, de la substance morale de l'individu et de l'homogénéité de la société. C'est un dilemme que prend une acuité toute particulière dans ce contexte de la formation d'opinion publique. C'est la raison pour laquelle M. Spiegel parlera dans son allocution festive du sujet « La colère au lieu de la vérité ? La liberté d'opinion et d'expression dans une ère post-factuelle ». Cher M. Spiegel, vous êtes le correspondant allemand de la rubrique culturelle de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, expert en littérature, critique de théâtre et de littérature et en tant que membre du Conseil de Fondation vous êtes lié à notre Fondation depuis la première Remise du Prix. Merci d'être venu et de votre allocution festive.

Bienvenue et aussi un grand merci à Mme Schlötzer, correspondante en Turquie du journal allemand *Süddeutsche Zeitung* et également membre du Conseil de Fondation et à l'ancien ambassadeur M. Brommer et son épouse. Vous connaissez les pays de nos lauréats de tout près. C'est pourquoi je me réjouis particulièrement d'entendre les discours élogieux de nos lauréats.

De nombreuses personnes et institutions contribuent à notre Remise du Prix. La Fondation coopère avec la Ville de Schorndorf, Amnesty International, Reporters sans Frontières, Journalistes aident Journalistes, la Maison de l'Histoire à Stuttgart et la Fondation hambourgeoise pour les victimes de persécution politique. En tant que représentant de la Ville, je souhaite la bienvenue au Maire de la Ville de Schorndorf, M. Klopfer, un partenaire engagé par rapport aux activités de la Fondation. M. le Maire, je tiens à vous remercier de cette longue et excellente coopération.

Je souhaite également la bienvenue à Mme Häffner, membre du parlement régional. C'est grâce à elle que M. et Mme Brommer puissent être parmi nous aujourd'hui ainsi que les représentants de la Fondation pour la Coopération au Développement qui vont nous servir du café burundais (Fair Trade) après la cérémonie.

Je salue également les représentants élus démocratiquement, à savoir le Maire de la Ville de Winnenden, M. Holzwarth, ainsi que les conseillers municipaux, locaux et régionaux.

Pour le Conseil de Fondation qui choisit nos lauréats avec une grande responsabilité, je salue également l'évêque en retraite M. Renz en tant que directeur, Mme Ates, Mme la vice-présidente du parlement régional en retraite Vossschulte, M. Schnabel, M. Pfeiffer, conseiller de l'église en retraite et M. Möller. Je vous remercie tous pour votre travail. Cher M. Renz, cher M. Möller, vous souhaitez quitter le Conseil de Fondation après de longues années. J'adresse donc un merci particulier à vous. Chère Seyran Ate - tu es non seulement la lauréate de l'année 2008, tu as également proposé « Les Diplômés pour la Paix » pour le Prix de cette année. Je t'en remercie.

Une telle Remise du Prix peut uniquement exister et être réalisée pendant de nombreuses années si l'institution sur laquelle elle se base dispose d'un fondement économique solide. A long terme, cela dépend des personnes qui la portent. En tant que membres de la Direction et du Conseil de Fondation Palm, je souhaite la bienvenue à M. König, à l'ancien Maire de la Ville de Schorndorf M. Kübler, M. Bauer, notaire, M. Klemm, M. Tötsch et à toutes vos épouses ici présentes. Chère Annette Krönert, je tiens en particulier

souligner ton engagement pour la Remise du Prix. Chère Mme Frech, je me réjouis aussi de votre présence. De même, je souhaite la bienvenue à Mme Seckler, M. Kienlechner, M. Poppe, pharmacien, Mme Schöne-Meyer, Mme Huhle et Mme Kopp.

De nos partenaires de coopération Amnesty International, Reporters sans Frontières, Journalistes aident Journalistes et la Fondation hambourgeoise pour les victimes de persécution politique qui nous soumettent toujours d'excellentes propositions pour la Remise du Prix, je souhaite la bienvenue à Mme Bäurle, M. von Dohnany, M. et Mme Macke ainsi qu'à M. Grau et son équipe. Chère Mme Bäurle, cher M. Macke - vous avez proposé Ines Gakiza pour ce Prix. Je vous en remercie.

J'adresse également un grand merci à Jonas Palm qui accompagne la cérémonie sur le violoncelle. Je remercie également les collaborateurs de la Fondation et de la Ville pour l'organisation de cet évènement, notamment à Mme Beckhoff. Merci aussi à Mme Behrendt et Mme Ates pour la traduction.

Mes sincères remerciements s'adressent également à tous les partenaires du projet, sponsors et collaborateurs qui soutiennent pleinement ce prix et la Fondation. Je voudrais enfin remercier la grande famille Palm - notamment Christoph Barth, ma mère Ute Palm, mon frère Christoph Palm, ancien Maire, et mon épouse Elke Leiber et vous tous pour l'intérêt que vous portez à cette Remise du Prix et à la Fondation.

Je me réjouis de vous rencontrer plus tard dans la salle d'accueil et je vous souhaite tous une belle période de l'Avent.

Musique par Jonas Palm au violoncelle
Photo : D. Grbic, Bebop Media

Mots de bienvenue de la Ville de Schorndorf

Matthias Klopfer

Maire de la Ville de Schorndorf

Johann Philipp Palm a lutté pour le droit fondamental de la liberté d'expression et les principes de l'état de droit. Il est ainsi devenu un modèle historique. Cette année, nous célébrons l'anniversaire de Johann Philipp Palm pour la 250ème fois. A l'occasion de cet anniversaire, la Fondation Palm a réalisé - en coopération avec le musée municipal - une exposition permanente. Visitez cette exposition au musée municipal et apprenez plus sur ce personnage particulier.

Chère Mme Gakiza,

Félicitations pour le Prix Johann Philipp Palm 2016!

Depuis les années 1980, le Bade-Wurtemberg et le Burundi sont liés par un partenariat renforcé avec de nombreux projets communs des municipalités, des écoles, des initiatives et des églises.

Pendant les années difficiles de la guerre civile, des projets élémentaires ont déjà porté la relation entre le Bade-Wurtemberg et le Burundi : Aider la société civile à s'aider elle-même.
Avec par exemple : La création et l'extension des écoles primaires, des cours d'alphabétisation, la subvention aux hôpitaux et aux centres médicaux, la promotion de l'égalité des chances pour des populations défavorisées ; tout comme le projet de logements pour l'ethnie défavorisée des Batwa ou l'amélioration des maisons pour les orphelins et les personnes handicapés au Burundi.

Depuis deux ans, le Land de Bade-Wurtemberg et la République du Burundi sont des pays partenaires officiels. L'objectif commun de ce partenariat est de promouvoir un développement durable et global, la paix et l'égalité au niveau mondial ainsi que la démocratie et les droits de l'homme. Le contrat est de caractère politique mais pas contraignant au niveau juridique.

Quelle est la situation au Burundi ?

Depuis avril 2015, ce pays situé à l'est de l'Afrique vit dans un état d'urgence. Depuis, des journalistes et des opposants au gouvernement sont soumis aux arrestations et aux enlèvements arbitraires. La situation dans le domaine de la sécurité au Burundi est confuse et très tendue. La police impose ses intérêts le plus souvent avec des armes, rares sont les lois démocratiques. La justice est un mot dont beaucoup d'habitants ne peuvent que rêver. Le pays se trouve dans une spirale de violence dangereuse. Au printemps 2016, plusieurs attaques ont secoué le centre du Bujumbura. Le pays est en train de s'isoler et a annulé son appartenance à la Cour pénale international.

Inès Gakiza est une jeune femme âgée de 30 ans et elle est extrêmement engagée et courageuse. Vous avez dû quitter votre pays où un grand nombre de femmes ne sait ni lire ni écrire, car vous, en tant que journaliste de radio éduquée avez rapporté sur les violations des droits de l'homme et d'autres dysfonctionnements.

J'admire **votre** courage : En faisant des rapports sur les évènements au Burundi vous avez mis **votre** vie en danger. Dans cette incertitude, il y a de nombreuses femmes et filles qui se trouvent face à la violence sexualisée et structurelle et à la discrimination. Vous informez même au niveau international en tant que correspondante de la rédaction française de la Deutsche Welle. Selon l'organisation Reporters sans Frontières, le Burundi figure en plus parmi l'un des pays les plus dangereux pour les journalistes. Après une longue fuite, vous avez heureusement trouvé un abri auprès de la Fondation pour les victimes de persécution politique à Hambourg.

Chère Mme Camci, chère Mme Mungan, cher M. Esroy, cher M. Kaya,

En représentant « Les Diplômés pour la Paix » en Turquie je vous félicite également chaleureusement pour le Prix Johann Philipp Palm 2016!

Quelle est la situation en Turquie ?

Erdogan licencie actuellement des dizaines de milliers de fonctionnaires, des opposants au gouvernement sont emprisonnés et Erdogan reproche aux intellectuels un « terrorisme sans armes ». Des universités, des écoles, des associations et des fondations sont fermées. Des journaux, des stations de radio et de télévision sont interdits et contrôlés par le gouvernement turc. Cela n'a plus rien à faire avec l'Etat de droit ! La liberté d'opinion en Turquie est en jeu.

La pétition de paix des « Diplômes pour la Paix » a été signée par plus de 2.000 personnes. Certaines d'entre eux ont été libérées, licenciées. D'autres ont reçu des menaces de mort sur les réseaux sociaux. Vous exigiez une paix de longue durée entre les Kurdes et les Turcs. Vous représentez une société civile ouverte et démocratique. Vous représentez la vie et la pensée libre en Turquie.

On vous a reproché la « propagande pour une organisation terroriste » et le « dénigrement de la nation turque ».

Les situations dans les pays d'origine des lauréats de cette année montrent seulement deux exemples, mais le nombre des pays dans lesquelles il existe la liberté sociale et politique baisse considérablement. Des autocrates assument de plus en plus le pouvoir notamment en Afrique et au Moyen-Orient. Cela est également le cas en Europe, à savoir en Pologne ou en Hongrie.

La liberté de la presse est un indicateur pour le bon fonctionnement d'une démocratie. Malheureusement, aujourd'hui ce n'est même pas un citoyen mondial sur sept qui vit dans un pays avec des médias libres. Des médias libres et indépendants sont indispensables pour le fonctionnement de notre société démocratique. Le rôle le plus important des médias est d'informer sur ce qui se passe dans le monde, sur des sujets et développements actuels. Cela est indispensable dans un monde de plus en plus complexe.

Le journalisme doit donner aux citoyens la possibilité d'une participation compétente à la prise de décisions démocratiques. La qualité du journalisme joue ici un rôle primordial et cela nécessite

- le fair-play & l'honnêteté
- l'ouverture d'esprit & la transparence
- la conscience & le respect des principes sociaux

Mais ce sont notamment le courage civique, le courage, la force de caractère et la fermeté qui font partie de la qualité du journalisme. Les journalistes mais aussi les scientifiques sont les avocats de la population.

Comme nous montrent nos lauréats de cette année.

Elmar Kupke a dit un jour : « Le courage civique est l'Ordre le plus haut dans la lutte pour la paix ». Je me réjouis et je suis fier que la Ville de Schorndorf soit le lieu d'accueil de deux remises de prix tellement importantes pour montrer ainsi l'importance de l'article 5 de la loi fondamentale : « Toute personne a le droit d'exprimer et de diffuser librement son opinion sous la forme de propos, d'écrits et d'images, et de s'informer librement elle-même à partir des sources généralement accessibles. La liberté de la presse et la liberté de reportage au moyen d'émissions et de films sont garanties. Il n'existera aucune censure ».

Lors de la Remise du Prix Barbara Künkelin cette année, nous avons déjà eu l'honneur de distinguer une journaliste courageuse - Anja Reschke - pour sa position ferme. Certes, Anja Reschke vit dans l'Allemagne démocratique où la liberté de la presse est bien évidente. Contrairement à la situation de nos lauréats du Prix Palm. Pourtant, Anja Reschke devait faire face à l'hostilité des indignés et des adhérents du populisme de droite dans les réseaux sociaux.

La formation de l'opinion se fait maintenant d'une manière différente ce qui résulte parfois dans la manipulation. Sur Internet, il y a des opinions et des rapports qui circulent et qui sont beaucoup moins créés et contrôlés par l'obligation de diligence des journalistes. Des robots d'opinion programmés servent à renforcer l'opinion. Ce n'est donc pas étonnant que le journalisme soit confronté avec les reproches de la presse à mensonges et avec la perte de crédibilité. En parlant de son travail en tant que journaliste, Anja Reschke a dit un jour : « Quelle chance de pouvoir travailler dans ce métier. Dénoncer des dysfonctionnements dans la politique et la société, remettre l'injustice en question, changer les choses ».

Exprimer son opinion librement, même si elle ne correspond pas à celle de la majorité ou à l'opinion du gouvernement nécessite énormément de courage et de détermination, de la fermeté et une profonde conviction. J'exprime donc mes sincères remerciements et mon grand respect à nos lauréats de cette année.

Pour terminer : Un grand merci à la famille Palm, la création de la Fondation Palm. Avec votre travail vous enrichissez notre Ville et avec le Prix Palm vous soutenez le bien le plus important dans notre société : la liberté d'opinion et d'expression. Johann Philipp Palm représentera toujours ces valeurs pour lesquelles il restera en mémoire.

Un grand merci à Annette Krönert et aux collaborateurs de la Fondation Palm pour l'organisation de cette manifestation.

Intervenant principal Hubert Spiegel, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*
Photo : D. Grbic, Bebop Media

Allocution festive

Rédacteur spécialisé en littérature et correspondant allemand de la rubrique culturelle de la *Frankfurter Allgemeinen Zeitung*

La colère au lieu de la vérité ?

La liberté d'opinion et d'expression dans une ère post-factuelle

Le discours que je tiens aujourd'hui comprend exactement 3.789 mots. Vous trouverez presque tous ces mots dans votre dictionnaire, mais pas tous. Les dictionnaires changent car la langue change. Et la langue change car la société change. Cela peut sembler banal, mais ce n'est pas aussi simple. Car les mots servent à mener des batailles, à gagner ou à perdre des élections, à tisser ou à révéler des intrigues, à provoquer ou à empêcher des guerres. «Language matters » dit la rédaction des dictionnaires Oxford, le dictionnaire le plus important en Grande-Bretagne. La langue compte, la langue est puissante.

Commençons donc directement avec la question du pouvoir, elle se posera encore plusieurs fois dans ce discours : Qui décide quels mots figureront dans un dictionnaire et lesquels ne le seront pas? Ceci est - du point de vue historique - la tâche des rédactions de dictionnaires. Mais qui a intronisé ces rédactions de dictionnaires, qui leur a donné le mandat, qui leur a donné le pouvoir, quelle est la source de leur légitimité? Tant qu'une institution fonctionne, nous ne nous posons pas cette question. La question de la légitimité est très souvent déjà un symptôme concret de crise. Cela vaut également pour les dictionnaires et leurs rédactions - prenons le seul exemple du « Duden » en Allemagne. Ils appartiennent à une institution dont on reparlera aujourd'hui encore plusieurs fois. Je parle des institutions qui ont récemment perdu de leur réputation, sans que les causes de cette perte de réputation soient toujours visibles et compréhensibles du premier coup.

Contrairement aux Allemands dont l'histoire se caractérise par plus de ruptures que de continuités, la Grande-Bretagne a une relation différente par rapport aux institutions traditionnelles, une relation plus étroite et plus résistante. C'est ce que pensait la plupart des Allemands, du moins jusqu'au Brexit. Mais peut-être c'est aussi l'inverse, peut-être que la République fédérale assez jeune d'un point de vue historique s'avérera capable de montrer de la continuité, justement parce que l'histoire allemande présente tellement de ruptures et de rejets. Cela signifierait d'apprécier la continuité car elle n'est pas encore évidente et car nous en avons pas encore assez. Cela serait souhaitable.

Mais aujourd'hui je parle plutôt de césures et de ruptures de continuité. Gardons alors l'exemple du Brexit. Les conséquences ne sont pas encore prévisibles, loin de cela. Mais le fait que ce soit une césure dans l'histoire récente britannique et peut-être européenne devrait être incontestable. C'est pourquoi certains pensaient que la rédaction des dictionnaires Oxford allait élire le mot « Brexit » le mot de l'année 2016. Mais il en a été autrement. Comme nous le savons bien depuis peu, le mot anglais de l'année est « post-

truth » ce qui veut dire en français « post-vérité » ou « après la vérité ». En allemand, le terme consacré serait post-faktisch - « post-factuelle ». Cette décision a été vivement critiquée en Allemagne, à tort, à mon avis. Certes, il n'est sûrement pas approprié de parler d'une ère post-factuelle, ce qui s'est parfois passé. Des époques proclamées toutes les 5 minutes ne sont pas des époques. Mais nous ne savons pas à quoi ressemblera notre monde dans dix ou vingt ans. Pour moi, le mot post-factuel est le résultat d'une tentative de faire d'un mot une procédure qui ne touche pas seulement la liberté d'opinion et d'expression mais qui la menace aussi.

La politique post-factuelle, comme elle s'est montrée récemment dans la campagne électorale aux États-Unis et avant dans la campagne Brexit, désigne une méthode de travail politique qui ne se réfère plus aux faits vérifiables mais qui fait plutôt des fausses informations et des mensonges la base de sa propre action. Pour un homme politique post-factuel, le mensonge est un moyen légitime à utiliser sans être puni, car il s'adresse à un public qui ne s'intéresse pas - au moins dans certains contextes - à la vérité. C'est ce qui est nouveau, c'est la grande différence par rapport à la politique populiste, dictatoriale et propagandiste que nous avons connue jusqu'ici. C'est une nouvelle attitude qui nie les faits et qui accepte des propos dont il est prouvé qu'ils ne sont pas vrais. Ceci n'est pas facile à comprendre. Qui aime les mensonges? Autrement dit : Pourquoi un tel grand nombre de gens se fiche qu'on leur mente ? Ou encore autrement dit, de manière plus fondamentale : Comment peut-on expliquer que la vérité a perdu tant d'importance ?

La vérité, a dit Mark Twain, est notre bien le plus précieux. Nous ne devons pas la gaspiller. On pourrait penser que Mark Twain, l'auteur sarcastique de Tom Sawyer et de Huckleberry Finn avait ainsi déjà formulé la devise de la campagne électorale américaine il y a plus de cent ans. Mais en réalité, la campagne électorale récente rappelle à certains égards à la situation aux États-Unis au 19ème siècle quand les voix ont été achetées, les bureaux de vote attaqués et ravagés et des opposants politiques diffamés. Ceux qui aspiraient à une fonction officielle devaient même craindre pour leurs vies. La haine et le mépris que Washington incarne en tant que pouvoir central ne sont pas non plus nouveaux, ils font partie d'une tradition malheureuse qui accompagne l'histoire politique américaine depuis la Déclaration de l'Indépendance. Où est la vérité quand un menteur appelle un menteur un menteur ?

Le journal Politico a prouvé que pendant cinq jours de la campagne électorale, Donald Trump a formulé 87 fausses affirmations. La New York Times a documenté 37 « big Lies », ce qu'on appelle les grands mensonges du candidat Trump en seulement une semaine. Selon la presse américaine, trois quarts des déclarations vérifiables de Trump pendant toute la campagne électorale ne correspondaient pas à la réalité.

Que fait-on avec de tels chiffres ? Si nous appartenons au camp des opposants de Trump, nous aurons tendance à croire ce que nous entendons. Très probablement, nous sommes indignés, sinon furieux. Si nous appartenons au camp des partisans de Trump, nous allons faire le contraire en supposant que ces chiffres ont été inventés ou qu'ils sont fortement exagérés. Là aussi, nous allons sentir de l'indignation ou de la colère. Mais quelles conclusions peut-on tirer de la colère ou de l'indignation? Dans les deux cas, nous ne sommes pas capables de vérifier les chiffres mentionnés. C'est tout à fait impossible. Ce n'est pas un problème de liberté d'opinion. C'est un problème de la formation d'opinion.

Dans une démocratie, la presse libre est un instrument important de la formation d'opinion. Si cet instrument perd radicalement de la valeur, s'il n'est plus utilisé ou seulement de manière limitée, cela ne peut pas être sans conséquences dans le processus de formation d'opinion. Soit un vide est créé, soit l'instrument est remplacé par d'autres instruments.

Chacun a le droit de poser son opinion personnelle au-delà de ce qui est considéré un fait ou la vérité, comme l'a dit Otfried Höffe dans son excellent discours ici il y a deux ans. Celui qui exprime son opinion est protégé par le droit de liberté d'opinion, il n'est soumis à aucune charge de preuve concernant ses propos. On peut affirmer ce qu'on veut et on n'est pas obligé de montrer la preuve de l'exactitude de ses affirmations. Cela s'appliquait jusqu'à présent aux personnes privées mais pas aux politiques. Le débat privé et le débat politique étaient séparés pour de bonnes raisons. Les deux domaines sont soumis à des règles différentes. Si des hommes politiques comme Donald Trump font donc valoir les droits des personnes privées lors d'interventions publiques et reçoivent en plus une forte acceptation de la part du public car celui-ci pense que c'est quelqu'un d'entre eux qui parle, un homme privé normal mais qui dispose en même temps d'une autorité maximale, alors la situation pourrait devenir préoccupante. L'ensemble des règlements non-écrits du débat politique sera complètement bouleversé.

Jusqu'à présent, on partait du principe que les opinions dans un discours publique pouvaient être influencées par des arguments et des faits justifiés et que cette manière d'influencer était à différencier de façon positive de la manipulation caractérisée par des propos intentionnellement faux. Mais il semble qu'une prétention sociale de vérité, fondée sur l'éthique sociale et un droit à la liberté d'opinion demandé individuellement se trouvent maintenant dans une mauvaise relation de concurrence. Les médias traditionnels se sont montrés pour le moment incapables de résoudre ce conflit. Quelle en est la raison? Et bien, ils sont eux-mêmes les acteurs dans ce conflit et ils sont en plus impliqués dans une relation de concurrence plus vaste avec un autre acteur, à savoir les réseaux sociaux comme Facebook.

Essayons encore une fois de comprendre ce que veut dire le terme « post-factuel ». Les adhérents d'une politique post-factuelle posent leurs opinions, convictions et sentiments au-delà de tous les faits qui sont contraires à ces opinions, ces convictions et ces sentiments. Et à l'inverse, tout ce qui ne correspond pas à leurs idées sera ignoré, nié et considéré comme mensonge. C'était Donald Trump lui-même qui a très bien décrit ce processus et ses conséquences en disant : « Je pourrais abattre quelqu'un au milieu de la Fifth Avenue à New York sans perdre aucun électeur. C'est tout simplement incroyable ». Fin de citation.

Je vous donne un autre exemple : L'ancien maire de New York, Rudy Giuliani, a affirmé pendant la campagne électorale dans laquelle il a soutenu Donald Trump qu'avant l'entrée en fonction du président Obama en 2008, il n'y avait pas eu d'actes terroristes commis par les islamistes aux États-Unis. Chaque Américain sait ce que signifie la date 9/11 et que le groupe terroriste islamiste Al Qaida est à l'origine des horribles attaques perpétrés contre les tours jumelles en 2001. Chaque Américain sait que Giuliani a menti. Mais une partie de la population se sentait attirée par le message que Giuliani voulait transmettre avec son mensonge : Obama est responsable du terrorisme islamiste et avec lui Hillary Clinton. Les deux ont apporté le terrorisme aux États-Unis, c'est leur faute. Le mensonge n'est donc pas vraiment cru, du moins pas dans ce cas. Au contraire, il est tout de suite décelé et reconnu comme ce qu'il est en vérité : un mensonge

effronté. Mais ce mensonge sera accepté grâce au message qui y est associé. La manière ou la valeur de ce message ne sont pour le moment peut-être pas très importantes.

Le cas de Boris Johnson est un peu différent. Pendant la campagne pour la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union Européenne, il a traversé le territoire avec un bus de campagne électorale sur lequel on a pu lire en grandes lettres que la Grande-Bretagne verse 350 millions de livres sterling par semaine à Bruxelles. Ce mensonge de Johnson n'était guère moins éhonté que les propos de Giuliani. Mais c'était en tout cas plus difficile pour les citoyens anglais de le comprendre. Une enquête représentative sur le sujet mené peu avant le jour du referendum a montré le fait suivant : 78 % des Anglais ont déjà entendu parler de l'affirmation de Johnson. 47 % pensaient que c'est vrai, 39 % pensaient que c'est faux. 14 % étaient indécis. Le même sondage a révélé que 45 % de la population anglaise croyait que l'adhésion de la Turquie à l'UE serait bientôt réalité et que 75 millions de Turcs auraient ainsi le droit de déménager en Grande-Bretagne. 45 % n'ont pas partagé cette opinion, 10 % ont expliqué de ne le pas savoir.

Les médias anglais ont très souvent et très tôt déjà remarqué que Johnson avait menti, non seulement par rapport aux 350 millions de livres sterling. La majorité des Anglais a quand-même voté pour le Brexit et comme nous le savons, le menteur Johnson est aujourd'hui le ministre des Affaires étrangères et continue à mentir avec insouciance.

« Brexit » aurait sans doute été un bon choix pour le mot anglais de l'année 2016. Mais à mon avis, le mot « post-vérité » est la meilleure décision, la décision la plus conséquente. Pourquoi ? Car sans une politique post-factuelle telle que l'ont menée Boris Johnson, le dirigeant du Parti Ukip Nigel Farage et d'autres, le Brexit ne serait très probablement pas devenu réalité. Et vu que la politique post-factuelle des adhérents du Brexit et celle du nouveau président Trump était tellement couronnée de succès, il est à craindre que cette politique trouvera de nombreux imitateurs.

Nous pourrions donc faire face à une renaissance de la désinformation politique et de la propagande. La désinformation était un instrument important pendant la Guerre Froide ; la propagande est un terme avec lequel nous associons plutôt des systèmes totalitaires. Quelle place ont ces instruments aujourd'hui dans la politique intérieure des États démocratiques ? « Aucune » devrait être la réponse. Mais c'étaient notamment des mesures de désinformation qui ont fortement influencé l'élection aux États-Unis ainsi que le résultat du référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'UE. Si nous nous demandons quels phénomènes politiques sont vraiment nouveaux dans ces derniers temps, nous arriverons à la réponse bouleversante suivante : Non seulement les méthodes du conflit dans la politique extérieure entre les états ennemis mais aussi les méthodes de propagande utilisées par des états totalitaires font maintenant partie de la politique intérieure des états démocratiques occidentaux.

La campagne électorale de Donald Trump ressemblait en grande partie à un conflit armé. La politique intérieure en Amérique s'est même militarisée, sa langue est devenue belliqueuse. Une phrase fameuse du juriste Carl Schmitt disait : Souverain sont ceux qui règnent sur l'état d'urgence. Ceux qui aspirent à la souveraineté pourraient avoir l'idée de provoquer l'état d'urgence. Comment cela est possible ? Par exemple en utilisant des mots. Comment ces mots peuvent être diffusés ? Grâce aux médias. Jetons donc un coup

d'œil aux médias, les anciens et les nouveaux. Commençons avec un média ancien.

Le premier dictionnaire en Angleterre a été publié en 1225. Il contenait uniquement des mots en latin. Après, il a fallu presque 400 ans jusqu'à la publication du premier dictionnaire exclusivement en anglais. Il a été publié en 1604 et contenait 2.500 termes. Au cours du 17ème siècle, six autres entreprises concurrentes ont vu le jour. Elles se concentraient tous sur des mots peu utilisés, des mots étrangers comme nous les appellerions aujourd'hui. Une première tentative de créer un dictionnaire qui était en même temps un inventaire de l'ensemble de la langue anglaise a été faite en 1721. Avec le fameux « Dictionary of the English Language » de Samuel Johnson, le premier dictionnaire de référence a été présenté peu après. Les frères Grimm ont fait usage de cette méthode de Johnson qui consistait à présenter des citations des œuvres littéraires qui ne prouvent pas seulement que le terme concerné existe mais qui montrent également ses caractéristiques et son usage. En général, nous comprenons sans difficulté un mot inconnu si c'est dans le contexte d'une phrase complète. L'œuvre de Johnson était le dernier essai d'une seule personne de rassembler la langue anglaise dans un dictionnaire.

Quand le doyen de l'abbaye de Westminster a appelé au milieu du 19ème siècle devant la *Philological Society* à la création d'un nouveau dictionnaire pour la langue anglaise, il était déjà très évident qu'un tel projet dépasserait chaque scientifique. C'est pourquoi ce doyen intelligent a proposé de chercher des bénévoles. Le nouveau dictionnaire devrait donc être un projet commun, un projet d'intelligence collective avant la lettre. Aujourd'hui, l'Oxford English Corpus rassemble 150 millions de mots par mois collectés dans des journaux, des livres et d'autres documents imprimés y compris des transcriptions de la langue parlée. Des néologismes sont filtrés, des mots qui ont attiré un grand intérêt du public pendant les douze derniers mois, c'est-à-dire qui ont été fréquemment utilisés, seront rassemblés dans une liste parmi laquelle la rédaction choisit enfin le mot de l'année. Le mot distingué est un mot caractéristique pour l'année en question et un mot qui permet de garder sa signification culturelle sur une plus longue période. Le mot distingué est un mot qui témoigne de l'état de la société anglaise et de ce qui l'émeut, que ce soit pour le meilleur ou pour le pire. Tout cela peut être lu sur le site Internet des dictionnaires Oxford, pour ceux qui souhaitent le savoir. Mais beaucoup ne veulent pas le savoir. Ceci vaut également pour les journalistes. Le choix des Oxford Dictionaries par rapport au mot de l'année a parfois été très vivement critiqué par la presse allemande. Si on regarde cette critique, on constate rapidement un modèle commun. La décision est rejetée sans connaître la procédure de sélection et ses critères, car elle est comprise par erreur comme affirmative, comme distinction, comme si la rédaction du dictionnaire anglais voulait anoblir ce que le mot veut dire. Le fait qu'il soit nécessaire de nommer les choses si on veut les critiquer ou même les combattre, plus clair, mieux c'est, court le risque d'être oublié de certaines personnes.

La langue compte, dit la rédaction des dictionnaires à Oxford. Elle pourrait également constater avec leurs outils de recherche si la phrase « Le savoir c'est le pouvoir » est moins utilisée qu'il y a vingt, cinquante ou cent ans. Avec la promesse de la disponibilité de l'internet le savoir a été dévalué en faveur de l'information. Mais une seule chose n'a pas changé : Le pouvoir de quelques-uns se fonde encore trop souvent sur l'ignorance d'un trop grand nombre de personnes. L'époque des Lumières était le projet historique avec la vision de changer quelque chose. Les Lumières et à leur suite l'émancipation de la bourgeoisie qui a

conquis le droit de se former, d'exprimer librement ses opinions politiques et de diffuser et d'expliquer ces opinions dans la presse libre, sont les bases de la démocratie moderne. L'esprit de l'éducation, de la liberté d'opinion, de la liberté de la presse et de la démocratie sont inconditionnellement liés, ils vont ensemble et celui qui endommage un de ces quatre éléments endommage également les autres. Il endommage l'ensemble. Ces atouts peuvent seulement être protégés s'ils sont exécutés par une participation active. Apparemment, cela pose un problème. Car au 21ème siècle, la perception de la participation et de la représentation a profondément changé. C'est une conséquence d'internet, un moyen qui facilite certainement la participation mais qui fait aussi parfois croire la participation, là où elle n'existe pas. Nombreux sont ceux qui se jettent sur les fonctions commentaires des sites internet comme sur un produit alimentaire qu'ils n'ont pas mangé depuis très longtemps. Ils communiquent avec un monde virtuel et ils sont frustrés s'ils ne reçoivent pas de réponse. Apparemment, ils ont énormément besoin d'attention et de confirmation. Mais celui qui a faim est plus facile à manipuler que celui qui est rassasié.

Stephen Bannon, le conseiller le plus important et le plus influent du nouveau président américain dirige depuis quatre ans le site d'information ultraconservateur « Breitbart News Network ». En octobre 2016, le site a enregistré 37 millions de visiteurs qui ont été confrontés à des contenus nationalistes, racistes, antisémites et homophobes selon l'estimation de certains observateurs. L'hebdomadaire allemand *Die Zeit* a récemment cité d'une étude américaine qui a découvert que *Breitbart* constitue la source principale pour des contenus politiques dans les réseaux sociaux. Et non seulement aux États-Unis, mais au niveau mondial. Je cite : « Les articles qui paraissent sur Breitbart sont plus fréquentés que ceux des journaux *New York Times*, *Washington Post* et *Wall Street Journal* ensemble. Entre mi-mai et mi-juin 2016, plus de 9 millions de personnes ont lu ou partagé des articles *Breitbart* sur Facebook ou Twitter. Le journal *Washington Post* atteint 3,3 millions de lecteurs, le *Wall Street Journal* 2,9 millions. Le *New York Times* ne figure même pas parmi les vingt premiers ». Fin de citation.

L'influence journalistique de *Breitbart* est aujourd'hui déjà énorme. Actuellement, dit-on, cette société médiatique cherche des bureaux à Berlin et à Paris pour ouvrir des succursales en Europe. Bannon lui-même qui se décrit comme « nationaliste économique » et qui est d'avis que son mouvement pourrait rester au pouvoir aux États-Unis pendant les 40 aux 50 ans à venir est supposé entretenir de bonnes relations avec le Front National et avec Nigel Farage, l'ancien dirigeant d'Ukip faisant partie des meneurs de la campagne pour le Brexit. Un bureau Breitbart à Londres a déjà été créé en 2014. Dans ses rares interviews, Bannon laisse savoir qu'avec son mouvement, il se voit tout au début d'un développement dont l'objectif est de s'étendre sur le reste du monde.

Dans un monde de plus en plus dominé par des réseaux sociaux, les médias classiques risquent d'être marginalisés. Depuis le coup d'État en Turquie en juillet 2016, plus de 170 médias turcs ont été fermés. Des gens sont poursuivis, harcelés, arrêtés et parfois torturés. Au Burundi, la situation est encore pire. Rien de semblable en ce moment aux États-Unis ou en Europe. Mais aussi en Turquie la plupart des observateurs étaient probablement surpris des mesures quasi-dictatoriales ordonnées par Erdogan. Souverain sont ceux qui règnent sur l'état d'urgence - à l'exemple de la Turquie présidé par Erdogan on voit malheureusement ce que signifie cette phrase. Nous devrions l'étudier et ne pas oublier qu'il est toujours possible de faire tomber

ce qui a été créé le jour avant.

« La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi. »

C'est ce qui est dit dans l'article 11 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, déclarée le 26 août 1789 à l'Assemblée Nationale française. C'était exactement 17 ans plus tard que Johann Philipp Palm a été abattu sur ordre français car il ne voulait pas s'écarter de ces droits qu'il a, selon lui et selon nous, partagé avec tous les hommes. Napoléon, qui a ordonné l'exécution, disposait de grandes armées, mais ses soldats n'étaient pas aussi nombreux que ces mercenaires qui menacent aujourd'hui la liberté d'opinion et d'expression.

Donald Trump a fait usage de tous les médias pendant sa campagne électorale. Selon les calculs, les stations américaines de télévision lui ont accordés un temps de diffusion de plus de deux milliards de dollars, mesuré selon les tarifs pour les spots publicitaires. Tout aussi important, peut-être encore plus important que la télé était pourtant le service de messages courts Twitter sur lequel Trump écrit encore aujourd'hui de nombreux commentaires, explications et messages. Actuellement, ce sont plus de 16 millions de « follower » enregistrés qui lisent, commentent et diffusent les messages de Trump. Au début du mois de novembre, 39 % des ces followers n'étaient pas des êtres humains mais plutôt des programmes informatiques dits « bots », à savoir des robots de communication.

Ce sont les mercenaires automatisés de Trump qui seraient également à la disposition de toute autre personne : plus de quatre millions de robots qui agissent sur internet comme s'ils étaient des êtres humains. Dans les réseaux sociaux, les bots sont utilisés à des fins de promotion mais aussi pour diffuser des messages politiques. Concernant la question de savoir qui a gagné le premier débat de télévision, M. Trump ou Mme Clinton, le service de messages courts Twitter a aussi été évalué. Une enquête de l'Université Oxford a révélé que plus d'un tweet sur trois donné pour Trump ne provenaient pas d'un être humain mais d'un bot. Dans le camp politique de Hillary Clinton, environ 22 % des tweets étaient générés par ordinateur, selon la même enquête. Les deux camps se sont donc clairement rendus coupables de manipulation même s'ils n'ont pas dérogé aux dispositions légales.

Pour les utilisateurs normaux, l'origine de tels messages manipulés n'est pas identifiable. En Allemagne, les partis principaux de la CDU (Union chrétienne-démocrate), du SPD (Parti social-démocrate), des Verts, de Gauche et du FDP (Parti libéral-démocrate) se sont mis d'accord de ne pas utiliser des bots dans la campagne électorale à venir. Le parti de droite AFD (Alternative pour l'Allemagne) a laissé entendre des propos contradictoires.

Il est préoccupant de voir comment des algorithmes risquent de menacer le processus de la formation d'opinion politique. Qu'est-ce que cela signifie pour la liberté d'opinion et d'expression ? « Si la raison dort, les machines se réveillent ». Aux États-Unis, des juristes discutent déjà de la question si des machines ont le droit à une liberté d'expression. Je ne plaisante pas, aussi bizarre que cela paraisse. La Constitution américaine garantie la « freedom of speech », c'est-à-dire la liberté du discours. Cela veut dire que le droit à

la liberté de parole et d'opinion n'est pas lié à un sujet mais se réfère uniquement à la parole. Google présente des arguments similaires en mettant en relation ses résultats de moteurs de recherche avec la protection de la liberté d'opinion. Apple et Facebook ont également fait des déclarations dans le même sens. 250 années après la naissance de Johann Philipp Palm, le droit à la liberté de d'opinion et d'expression se voit confrontée dans de nombreuses parties du monde à d'autres défis beaucoup plus grands que les descendants de M. Palm ne pouvaient se l'imaginer quand ils ont lancé ce Prix en 2002. Nous tenons d'autant plus à remercier les donateurs et leurs familles. Je félicite les lauréats et je vous remercie de votre attention.

Inès Lydie Gakiza avec son mari
Photo : D. Grbic, Bebop Media

Sous l'égide

du ministre-président du Bade-Wurtemberg

Monsieur Winfried Kretschmann

la

GEMEINNÜTZIGER VEREIN E.V.
SCHORNDORF
APOTHEKER DR. MED. MARIA
UND JOHANN-PHILIPP PALM

PALM-
STIFTUNG

décerne à

Madame

Inès Lydie Gakiza

Journaliste de radio du Burundi

le

Prix Johann Philipp Palm pour la Liberté d'Opinion et d'Expression 2016

pour sa couverture médiatique courageuse sur les répressions politiques au Burundi, notamment concernant les atteintes aux droits de l'homme commises par le gouvernement illégitime.

Inès Lydie Gakiza a dû quitter son pays en pleine guerre civile car elle a été, comme d'autres journalistes, menacée de détention arbitraire, d'exécution extrajudiciaire et de torture. Néanmoins, elle continue de travailler sans relâche en exil : Elle a fondé une station de radio en ligne et le magazine d'information sur internet « Humura-Burundi » (en français : « Garde l'espoir, Burundi »). Cette journaliste passionnée continue à fournir aux citoyens du Burundi des nouvelles critiques dans leur langue maternelle ainsi que des informations importantes.

Elle donne une voix à ceux qui n'en ont plus.

Inès Lydie Gakiza partage ce prix avec le groupe turc « Les Diplômés pour la Paix ».

Discours à la louange de Inès Lydie Gakiza

Bruno Brommer, ancien ambassadeur au Burundi

Spire

Quand je suis entré en service au Burundi en 2011 et quand tout était nouveau pour moi, j'ai bientôt remarqué qu'il existe une constante dans la vie des Burundais. Chaque jour à midi, il y avait toujours la même mélodie à entendre partout dans le pays : la mélodie pour annoncer les nouvelles de la Radio Publique Africaine (RPA). Peu importe dans quelle partie du pays j'étais, les gens étaient partout proche des récepteurs - souvent des téléphones portables - afin d'écouter les nouvelles de la RPA, la seule source fiable dans un pays où la diffusion des rumeurs et des fausses informations est à l'ordre du jour. La RPA et les autres stations de radio indépendantes « Insanganiro » et « Radio Renaissance » ainsi que l'hebdomadaire « IWACU » sont bientôt devenues pour moi aussi une source d'informations importante tout comme les journalistes en tant qu'interlocuteurs et partenaires de discussion.

En 2013, nous avons lutté ensemble - même si ces efforts étaient vains - contre le droit de la presse imposé au parlement par la majorité gouvernementale ayant pour conséquence des restrictions assez importantes sur le travail des journalistes. Nous avons salué le retour des dirigeants politiques en exil dans la même année et nous avons placé beaucoup d'espoir dans le dialogue entre l'opposition et le gouvernement initié par les Nations Unis (BNUB). Le droit de vote libéral adopté dans la même année au parlement ainsi que le code de conduite pendant l'élection élaboré par tous les partis étaient pour nous un succès sur la voie aux élections libres et transparentes.

Mais déjà en 2014, le gouvernement à commencé à limiter les libertés gagnées et s'est mis sur la voie de confrontation avec l'opposition. Les tensions se sont encore aggravées avec le début de l'année (de l'élection) 2015. Celle-ci a commencé avec l'arrestation du directeur de la RPA, Bob **Rugurika,** qui n'avait été libéré qu'après quelques semaines de pression internationale. Son retour de la prison à Bujumbura ressemblait à une marche triomphale organisée spontanément par la population. Cela a fait peur au pouvoir, peur de perdre le contrôle sur « leur » peuple. Peu après, les opposants au sein du parti ont manifesté contre un troisième mandat du président **Nkurunziza**. Celui a réagi avec une violence brutale : Tous ceux qui n'ont pas révoqués ont été licenciés de leurs postes et recherchés. Ils vivent maintenant à l'étranger, surtout au Rwanda.

Avec le coup d'État échoué de la mi-mai 2015, la chasse aux manifestants et aux supposés adversaires - désormais appelés des « terroristes », a commencé : 10.000 hommes, avant tout des jeunes, ont été emprisonnés ou sont considérés comme « disparus », des centaines, sinon des milliers de personnes ont perdu leur vie, à peu près 300.000 Burundais ont été forcés de s'enfuir dans des pays voisins, particulièrement au Rwanda et en Tanzanie. Des politiques et des journalistes ont quitté le pays pour échapper en dernière minute à leurs persécuteurs.

Comme la lauréate de cette année, Ines Gakiza, qui reçoit le Prix Johann Philipp Palm pour la Liberté d'Opinion et d'Expression. En raison de la menace croissante, elle a dû quitter le Burundi et a trouvé d'abord un asile au Rwanda où elle a fondé avec d'autres collègues expulsés une radio en ligne et un magazine sur internet pour continuer à fournir des informations au peuple burundais. Au Burundi, où elle a travaillé jusqu'au mi 2015 pour la RPA, elle s'est fait un nom en tant que journaliste courageuse qui informe d'une manière critique et sans peur sur les atteintes aux droits de l'homme. Ses reportages ayant pour sujet les situations politiques et socio-économiques dans les pays voisins et au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) ont suscité un fort intérêt mais aussi la méfiance du gouvernement.

Depuis le mois de mars, Mme Gakiza vit à Hambourg à l'invitation de la Fondation hambourgeoise pour les victimes de persécution politique . Pour le moment, un retour n'est pas envisageable. Trop fortes sont les restrictions à attendre y compris la menace de mort.

Qu'est-ce qui attend le Burundi à partir d'aujourd'hui ?

Est-ce que le pays peut encore être sauvé ? Ou est-ce que nous nous trouvons face à une nouvelle guerre civile ethnique ?

Malgré les affirmations contraires du gouvernement, la situation au Burundi reste pour le moment tendue et instable. Le président **Nkurunziza** et ses partisans ont décidé de supprimer le système constitutionnel défini dans le contrat d'Arusha qui a garantit jusqu'à maintenant la paix et la stabilité. Le contrat d'Arusha se fonde sur le fait que pendant la guerre civile il n'y avait ni vainqueurs, ni perdants. C'est la condition pour garantir la répartition du pouvoir dans la fonction publique, dans l'armée et dans les institutions de sécurité selon une clé de répartition ethnique et la limitation de la présidence à deux mandats maximum, avec un représentant de l'autre ethnie pour servir de contrepoids.

Soyons clairs quant au fait que l'origine de la crise au Burundi était la nouvelle candidature de **Nkurunziza**. C'est pourquoi cette crise est (pour le moment) une crise politique et sociale et pas une crise ethnique. Toutes les tentatives des différents côtés d'ethniciser le conflit et de mettre les Hutus contre les Tutsis étaient sans effet. Les expériences traumatiques de la longue guerre civile de 1993 à 2005 pour des raisons ethniques ont marqué de façon durable la population au Burundi, les gens sont attentifs aux dangers des conflits ethniques. Cela donne de l'espoir qu'une solution dans l'esprit de l'accord d'Arusha puisse être trouvée.

Néanmoins, le conflit au Burundi doit être pris au sérieux pour trois raisons :

- Il est un élément clé pour la stabilité en Afrique de l'Est
- Il est un essai de voir comment des états post-conflits sont capables de rompre le cercle vicieux des conflits récurrents
- Ce conflit illustre parfaitement les manipulations et les réactions exagérées de plus en plus typiques des états africains qui demandent une forte réaction des pays voisins et de l'ensemble de la région

Que reste-t-il à faire ?

Je suis convaincu que malgré des opinions différentes fondamentales, il est toujours important de rester en dialogue : sans dialogue, il n'y a pas de progrès et sans progrès il n'y a pas de paix. C'est pourquoi tout contact avec la population et le gouvernement reste impératif. L'Allemagne est considérée comme un partenaire fiable, notre opinion est appréciée. Et il arrive peut-être un jour où notre aide est sollicitée pour résoudre ce conflit. Il faut aussi être présent pour la population. Avec notre engagement, nous voulons donner de l'espoir dans les périodes désespérées.

C'est pourquoi je vois dans ce Prix pour la Liberté d'Opinion et d'Expression que vous recevez aujourd'hui, chère Mme Gakiza, non seulement une valorisation de votre courage et de votre travail extraordinaire en tant que journaliste critique mais aussi un hommage à la presse et au public burundais auxquels on dit : vous n'avez pas été oubliés !

Chère Mme Gakiza, avec votre attitude, votre courage et votre volonté à la recherche de la liberté vous avez rendu un grand service à votre pays et à ses habitants. Vous avez accompli un travail remarquable dans des conditions difficiles, dans un pays où vous deviez craindre chaque jour pour votre vie en tant que journaliste critique. Et après votre fuite forcée, vous continuez quand-même sans cesse de fournir des informations au public burundais. Vous méritez vraiment ce Prix.

Espérons ensemble que la flamme de la liberté s'allumera bientôt de nouveau sur le Burundi.

Que Dieu vous protège et que Dieu protège le Burundi !

Mots de remerciement

Inès Lydie Gakiza

Journaliste de radio du Burundi, actuellement à Hambourg

Chers invités qui ont accepté de rehausser de votre présence l'événement d'aujourd'hui ;

Chers confrères ;

C'est un immense honneur pour moi de me tenir devant vous pour exprimer ma joie et mes remerciements ;

Mes remerciements vont premièrement à l'endroit de la Fondation Palm pour cet honneur qu'elle me fait. Un prix, un encouragement mais surtout une valorisation du travail de journaliste, selon moi. Je ne manquerais pas aussi de profiter de l'occasion pour remercier toute organisation qui soutient, d'une façon ou d'une autre le travail des journalistes du Burundi, que je représente dans cette cérémonie, mais également celui des journalistes des autres pays de ce monde, un travail mal apprécié si pas complètement ignoré par les régimes dictatoriaux, qui briment, torturent et tuent les journalistes ; des régimes dictatoriaux irrespectueux des droits de l'homme.

A cause justement de ce genre de régime, moi et plusieurs autres de mes collègues burundais, sommes en exil depuis déjà une année et demie. Avec l'éclatement de la crise dans mon pays, le pouvoir en a profité pour détruire les principaux medias indépendants, qu'il considère comme ses ennemies, pour avoir refusé de couvrir ses crimes. La Radio Publique Africaine, pour laquelle je preste, est parmi ces medias détruits par les forces de l'ordre du pays c'était le 14 Mai 2015. Mais conscients de notre apport et rôle dans la vie de notre pays, nous n'avons pas abandonné. Contre vents et marrées, de l'exil, nous avons repris nos plumes, et nous informons nos concitoyens restés au pays tout comme ceux dispersés dans différents coins du monde depuis déjà une année.

Votre prix, Mesdames et Messieurs de la Fondation Palm, est pour moi une reconnaissance du travail que font les journalistes, vrais combattants de la plume. C'est aussi un encouragement pour tous ceux qui combattent les diverses violations des droits humains, particulièrement un encouragement pour la famille des journalistes dont je fais partie.

Avant de terminer mon propos, permettez-moi, Mesdames et Messieurs, de dédier ce prix, d'abord à ma famille, surtout à mon tendre époux, à vous tous qui encouragez les journalistes burundais dans les situations difficiles que nous vivons depuis plus d'une année, et enfin ce prix, je le dédie à mes collègues journalistes burundais.

Encore une fois merci à tous,

Merci à la Fondation Palm.

Version originale française : Inès Lydie Gakiza

Représentants du groupe « Les Diplômés pour la Paix »
De droite à gauche : Muzaffer Kaya, Meral Camcı (membre du jury Seyran Ateş) Ibrahim Halil Yenegün, Zeliah Gizem Sayin. Photo : D. Grbic, Bebop Media

Sous l'égide

du ministre-président du Bade-Wurtemberg

Monsieur Winfried Kretschmann

la

GEMEINNÜTZIGER VEREIN E.V.
SCHORNDORF
APOTHEKER DR. MED. MARIA
UND JOHANN-PHILIPP PALM

PALM-
STIFTUNG

décerne au

groupe « **Barış İçin Akademisyenler** » (en français: « Les Diplômés pour la Paix »)

Militants pacifistes de Turquie

le

Prix Johann Philipp Palm pour la Liberté d'Opinion et d'Expression 2016

pour avoir revendiqué officiellement la paix et la tolérance en Turquie.

Le groupe autour de Esra Mungan, Meral Camcı, Muzaffer Kaya et Kıvanç Ersoy a appelé le 11 janvier 2016 à la reprise des négociations de paix dans les régions fortement kurdes. Plus de 2000 scientifiques signataires ont rapidement dû faire face à la reproche de la propagande terroriste et ont vit des violations juridiques existentielles par l'état turc : De nombreux membres du groupe ont été incarcérés, suspendus de leurs fonctions, ont reçu l'interdiction de circulation ou ont perdu leur réputation académique et sociétale.

Malgré la forte répression « Les Diplômés pour la Paix » maintiennent leur engagement en faveur de la solidarité paisible avec ceux qui pensent autrement et en faveur du droit fondamental d'une expression libre.

« Les Diplômés pour la Paix » partagent ce prix avec Inès Lydie Gakiza du Burundi.

Discours à la louange des « Diplômés pour la Paix »

Christiane Schloetzer

Responsable adjointe de la *Seite Drei*, Süddeutsche *Zeitung*, Munich

Des milliers d'arrestations, de licenciements, de procédures judiciaires, d'expropriations, qui les compte encore ? Des diplômés, des journalistes, des entrepreneurs, des officiers, des juges, des professeurs, des gouverneurs, des présidents d'université, des députés, les dirigeants du parti majoritairement kurde HDP qui est en fait un parti d'alliance auquel appartiennent également des socialistes, des féministes et des défenseurs de l'environnement. Plus de 120.000 personnes et leurs familles sont concernées, des proches dont les passeports ont été déclarés non valables, des enfants qui ont dû quitter l'école. Qui connaît encore leurs noms ? Leur crime : L'opposition ou l'opposition présumée à un homme, le président turc Recep Tayyip Erdoğan. 2016, c'est l'année de l'horreur de la Turquie.

Pourtant cette année a commencé tellement prometteuse. Avec une déclaration de paix des diplômés, également très nombreux, plus de 2.000 personnes, pour lesquelles nous honorons aujourd'hui à leur place 4 personnes : Muzaffer Kaya, actuellement Research Fellow de la Fondation Rosa Luxemburg à Berlin. Avant, il était assistant professeur de sociologie à l'Université Nişantaşı à Istanbul et il a été licencié pour avoir signé cet appel de paix. Meral Camcı, actuellement à la Faculté de Traduction, des Sciences Appliquées en Langues et Civilisations de l'Université de Mayence a été expulsé de son Université d'Istanbul. Halil Ibrahim Yenigün, maintenant aussi à Berlin, a été licencié de l'Université économique d'Istanbul. Zeliha Gizem Sayın, juriste, encore à l'Université Kadir Has à Istanbul.

Nous souhaitons leur rendre hommage car ils ont eu le courage, déjà en janvier 2016 dans un climat de peur, de rédiger un appel ayant pour objectif d'arrêter la violence au nom de l'état dans le sud-est du pays peuplé par les Kurdes. A l'époque, l'état d'urgence et le couvre-feu régnaient déjà dans des villes comme Diyarbakir et Sirnak. L'armée intervenait avec une grande dureté et intransigeance contre des Kurdes militants souvent très jeunes, les ambulances ont été bloquées sur leur chemin vers les blessés, l'infrastructure et des maisons ont été détruites, il y avait de nombreux morts à déplorer dont les enfants et les personnes âgées. Des milliers ont fuit leurs maisons, très souvent avec seulement quelques biens personnels. Depuis, le centre-ville historique, des églises, des mosquées et des bâtiments à Diyarbakir sont des zones interdites.

Faire appel à la paix dans de telles circonstances demande le courage du désespoir - ainsi que la conviction qu'il y a une alternative à la violence après que tous les essais d'une solution militaire du conflit, qui dure depuis très longtemps, ont échoués.

Les auteurs de la pétition intitulée « Nous n'allons pas faire partie de ce crime » ne s'attendaient pas à un tel écho positif, à un tel nombre de signatures de diplômés de presque 100 universités en si peu de temps. Chacun qui a mis son nom sous le texte a montré du courage. Car les restrictions de la liberté académique,

la poursuite de ceux qui ne partagent pas la même opinion ont déjà commencé avant l'échec du coup d'État le 15 juillet.

Je me souviens fort bien des débats sur des forums en ligne quand des journalistes, des cinéastes et des intellectuels s'interrogeaient s'ils devaient également signé la déclaration ou si elle est trop limitée car elle ne parle pas des actes de violence du PKK. Mais les auteurs de l'appel ont bien argumenté que l'état est l'acteur légal et non le PKK, c'est pourquoi ils s'adressent à l'état.

Début 2013, il y avait une période de recherche de la paix, l'état a même négocié avec le PKK. La guerre en Syrie déjà très proche de la Turquie et la lutte du président Erdoğan pour le pouvoir absolu ont détruit ce processus. Lors des élections en juin 2015, le parti kurde légal HDP a atteint 13 % avec son leader charismatique Salahattin Demirtaş. C'était la première fois depuis 2002 que la majorité absolue de l'AKP au parlement était rompue. Mais le président Erdoğan n'a pas accepté ce résultat, il n'a pas voulu enterrer son rêve d'une modification de la Constitution vers une république présidentielle. Au mois de novembre, il a laissé voter encore une fois et le AKP a de nouveau obtenu la majorité absolue - après une campagne massive dans laquelle Erdoğan a renforcé encore une fois la polarisation sociale, selon la devise : Ceux qui ne sont pas pour moi, sont contre moi. Déjà à cette époque il intervenait avec une immense brutalité contre le mouvement de son ancien compagnon de route Fethullah Gülen - et contre le parti kurde HDP. Dans le sud-est du pays, la quasi-autonomie atteint par les Kurdes ayant des majorités dans beaucoup de mairies a été détruite pas à pas.

Tout cela s'est passé avant l'appel à la paix. Cet engagement a eu des conséquences fatales pour les pétitionnaires. Environ 150 signataires ont été éliminés des universités publiques ou privées, environ 550 procédures disciplinaires ont été lancées, il y avait à peu près 600 plaintes, 43 pétitionnaires ont été temporairement arrêtés, 4 étaient en prison. A cela s'ajoutait des campagnes de haine sur internet, des menaces de mort. Quatre initiateurs de l'appel étaient encore en prison quand la recommandation pour le Prix Palm a été déposée. Depuis le 22 avril, ils ont regagné leur liberté mais ils sont loin d'être libres. Le procès contre eux devant un tribunal à Istanbul est encore en cours : on leur reproche la propagande en faveur d'une organisation illégale. Le procureur a également parlé de « dénigrement à l'identité nationale turque et aux organisations publiques ». Pour le président Erdoğan, cet appel est un soutien au terrorisme. Le code pénal turc est vague et vaste. Dans le cas d'une condamnation, les pétitionnaires risquent de passer des années en prison.

La distinction des pétitionnaires qui ont également reçu le Prix de la Paix d'Aix-la-Chapelle le 1er septembre représente à la fin de cette année horreur en Turquie la conviction qu'une société civile ouverte et démocratique exige impérativement un enseignement public libre. Avec la loi d'état d'urgence, le président de l'état a le droit de nommer directement les directeurs des universités, même contre la volonté des universités. Comme cela a été le cas à l'Université renommé du Bosphore où Erdogan a destitué les directeurs élus par le corps d'enseignant avec presque 90 % sans autre forme de procès.

C'est pourquoi cette distinction aujourd'hui est aussi une mise en demeure contre toutes les restrictions de la liberté académique. Elle s'applique à la liberté de discussion, d'opinion et de pensée, à la liberté de

recherche et de mouvement, à la liberté de déplacement et à la liberté des styles de vie. Elle représente le droit à l'intégrité physique, l'interdiction de la torture et de la peine de mort. Car tout cela est remis en question. Et n'oublions pas: La Turquie a - il y a plus de 80 ans - accueilli plus de 1.000 chercheurs allemands qui ont dû fuir les nazis. Elle leur a donné la possibilité de survivre et de poursuivre leurs carrières académiques. Cela devrait être l'obligation pour nous de redonner quelque chose aujourd'hui.

Je félicite les gagnants du Prix Palm de cette année.

Palm ödüllü için tebrikler!

Mots de remerciement

Muzaffer Kaya, représentant des « Diplômés pour la Paix »

Sociologue, actuellement Research Fellow de la Fondation Rosa Luxemburg, Berlin

Chers défenseurs des droits de l'homme, de la liberté d'opinion et de la paix,

Chers collaborateurs de la Fondation Palm,

Pour nous en tant que scientifiques de la paix, c'est un immense honneur de recevoir aujourd'hui le Prix Johann Philipp Palm pour la Liberté d'Opinion et d'Expression. Avec la pétition « Nous n'allons pas faire partie de ce crime », nous, scientifiques en Turquie, ont fait entendre notre voix contre la guerre et contre les graves violations des droits de l'homme. Comme l'a fait le libraire patriotique Johann Philipp Palm il y a deux siècles, nous avons fait usage de notre droit fondamental à la liberté d'opinion. La déclaration que nous avons publiée le 11 janvier 2016 a critiqué les puissants, tout comme le document contre l'occupation napoléonienne qui a été imprimé par le libraire Johann Philipp Palm. Johann Philipp Palm est ensuite condamné à mort. Pourtant il n'a pas trahi les auteurs de ce document. Il a été exécuté. Mais est-ce que la liberté d'opinion nous ne confère pas le droit de critiquer quelconque pouvoir ?

Nous, les 1.128 scientifiques, ont présenté notre appel au public et nous sommes ainsi devenus la cible du président Erdogan, du gouvernement et des médias pro-gouvernementales. Nous étions confrontés à une vaste vague d'attaques. Néanmoins, nous pouvons dire avec fierté qu'après ces attaques injustes du pouvoir politique, le nombre des signataires de la pétition n'a pas baissé - au contraire - elle a encore augmenté : 2.212 personnes ont signé notre pétition et avec de nombreuses déclarations de soutien également publiées, le nombre est passé à dix mille environ. C'est un signal très clair du potentiel démocratique au sein de la société turque - d'un potentiel souvent pas reconnu par ceux qui regardent la Turquie de l'extérieur.

Quand nous avons signé la pétition, il y avait une forte hausse de conflits armés dans les villes kurdes à l'est de la Turquie. Des couvre-feux sans limitation de durée ont été imposés, la population dans ces régions a été privée des droits fondamentaux comme le droit à la santé, à l'éducation et à l'alimentation, des dizaines de milliers de civilistes ont dû quitter les villes détruites. Nombreux sont ceux qui ont perdu la vie. Nous ne pouvions plus rester les bras croisés alors que notre pays risquait de s'effondrer dans une spirale de violence. Dans notre déclaration, nous avons exigé la cessation des combats le plus vite que possible, la reprise des négociations et le respect des droits fondamentaux et des droits de l'homme.

Malgré nos efforts, il y règne toujours un fort taux de violence et de destruction depuis janvier, tendance à la hausse. En plus, le gouvernement nous a reproché le soutien au terrorisme et depuis, nous sommes régulièrement confrontés à des répressions de nature diverse. Après la tentative du coup d'État échouée du 15 juillet, ces répressions ont augmenté encore sous l'état d'urgence actuel en Turquie. Même si le pouvoir est parfaitement conscient que nous, ainsi que toute autre force oppositionnelle exigeant la démocratie et la

paix, n'avons aucune relation avec le groupement auquel on reproche la planification et l'exécution du coup d'État, ces diplômés qui ont signé la pétition, ont été licenciés des universités suite à des ordonnances d'urgence - des ordonnances d'urgence dont il était affirmé qu'ils ont été adoptées contre les putschistes.

Depuis le 11 janvier, 142 des scientifiques signataires ont été licenciés, 77 ont été suspendus. Une procédure disciplinaire a été lancée contre 484 signataires. L'enquête du ministère public contre les 1128 premiers signataires et la procédure contre cinq scientifiques au motif de « propagande terroriste » est encore en cours.

Après la tentative du coup d'État, l'état d'urgence a été proclamé et le gouvernement a adopté des ordonnances d'urgence sans aucune jurisprudence. Ainsi, 15 universités accusées d'entretenir des relations avec le mouvement Gülen, ont été fermées et 3850 scientifiques ont été licenciés. Si on compte également les collaborateurs des universités fermées, ce sont en total 6.658 diplômés qui ont perdu leur poste. 1.3170 assistants de recherche qui participent au programme de formation de professeurs d'université n'ont plus la garantie d'obtenir un poste académique. Outre, ces diplômés qui ont perdu leurs postes suite aux ordonnances d'urgence ont été également privés de leurs passeports. Ils ont reçu l'interdiction d'exercer leur métier dans toute institution publique. Toutes ces mesures ont été prises de manière kafkaïenne à huis clos et comme dans un « lynchage » sans donner le droit à la défense et à la réfutation des reproches aux personnes concernées.

La liberté de la presse montre également une image sombre.

Le nombre de journalistes emprisonnés s'élève maintenant à 146. 12 chaînes de télévision et 11 stations de radio ont été fermées et environ 3.000 journalistes ont perdu leurs postes suite aux ordonnances d'urgence. Dans l'ensemble, 176 entreprises de médias ont été fermées entre l'annonce de l'état d'urgence le 20 juillet et le 22 novembre.

En Turquie, nous ne pouvons malheureusement plus parler de liberté d'opinion et d'expression vantée avec ce Prix. Mais nous ne voulons pas seulement parler des répressions du gouvernement mais aussi mentionner toutes ces personnes courageuses qui luttent contre ces répressions. Partout en Turquie, des millions de personnes essayent de s'engager pour la démocratie et la paix dans un pays qui risque de dériver vers une dictature d'un seul homme. Nous dédions ce prix à toutes ces personnes courageuses en Turquie qui résistent aux répressions et qui renforcent ainsi la solidarité.

La liberté d'opinion est la base de toutes les libertés. Elle est à cet égard un droit indispensable. Mais cela ne suffit pas pour résoudre les problèmes sociaux. Pour que l'humanité entière puisse vivre en paix et en liberté, il est nécessaire d'éliminer des injustices structurelles. Suite à la persistance des conflits dans notre pays qui ont coûté la vie à plusieurs dizaines de milliers de personnes, le peuple kurde a été privé de tous les droits démocratiques.

À cette Remise du Prix, nous ne voulons pas faire appel aux états européens mais aux peuples européens. Si la population des pays jouissant d'une prosperité relative ne s'identifie pas avec les problèmes d'un monde dans lequel une grande partie des peuples souffre de guerre et de pauvreté, elle commet deux graves

erreurs. Premièrement, l'héritage colonial joue un rôle important quant aux problèmes politico-sociaux qui règnent dans les pays du Moyen-Orient et l'hémisphère sud. Les pays riches de l'hémisphère nord sont donc responsables du manque de démocratie et de prospérité dans le sud et doivent aborder leur passé colonial. Pourtant la deuxième erreur est encore plus grave : Il est ni éthique ni possible qu'une minorité privilégié vive une vie paisible et heureuse pendant que la majorité de l'humanité souffre. L'humanité est un ensemble. Quand l'Europe et les autres pays de l'hémisphère nord construisent des murs de plus en plus hauts entre eux et le reste de l'humanité afin de s'isoler, ceci va simplement conduire à une potentialisation des problèmes globaux. Nous ne pouvons pas prétendre que nous vivions une vie digne tant que nous ne sont pas capables de voir dans l'injustice et dans la destruction dans quelconque région un problème de l'humanité entière.

À notre époque, nous sommes les témoins de toutes formes de violence et de fascisme au niveau mondial. Pour éviter que l'humanité, qui a vécu deux guerres mondiales, soit complètement détruite par une troisième guerre mondiale, nous devons organiser une lutte globale pour la démocratie et la paix. Nous devons apprendre à considérer les luttes contre la tyrannie et l'injustice menées dans n'importe quel pays du monde comme des luttes menées au nom de toute l'humanité. Nous devons apprendre à faire de ces luttes notre propre affaire.

Nous sommes convaincus de pouvoir créer un monde libre et juste, sans frontières, dans lequel nous pouvons vivre fraternellement et où tous les citoyens jouissent des mêmes droits. C'est pourquoi nous appelons à encore plus de solidarité dans la lutte commune.

Nous espérons et nous souhaitons pouvoir créer un monde dans lequel il ne sera plus nécessaire de décerner un tel Prix.

De l'original turc de « Translate for Justice »

Félicitations entre « collègues »
Photo : D. Grbic, Bebop Media

Revue de presse

Aperçu des communiqués de presse relatif au Prix Johann Philipp Palm 2016

Le Cahier médias pour la Paix, 2015
« La profession de journaliste m'a toujours fait rêver »

Deutsche Welle du 27 janvier 2015
Burundi : Premier « Mardi vert »

Deutschlandradio-Kultur du 15 janvier 2016
Türkische Initiative » Akademiker für den Frieden ». » Kritik soll im Keim erstickt werden »

Frankfurter Rundschau du 15 janvier 2016
Akademiker nach Friedensappell verhaftet

Afronline du 7 juillet 2015
Exiled Burundian journalists without sign of return

Zeit-Online du 15 janvier 2016
Meinungsfreiheit in der Türkei : Akademiker wegen Friedensaufrufs festgenommen

Zeit-Online du 19 janvier 2016
« Man muss doch seine Stimme erheben für die Demokratie »

Yeni Hayat du 26 janvier 2016
Die « entweder bist du einer von uns oder ein Feind » -Strategie

Yeni Hayat du 27 janvier 2016
Akademiker für den Frieden

Euronews du 16 mars 2016
Erdogan macht ernst: Drei Unterzeichner von pro-kurdischer Petition verhaftet

Spiegel-Online du 21 mars 2016
Wissenschaftlerin in der Türkei « An Leib und Leben bedroht »

Siyasin Haber du 22 avril 2016
Bariş

Die Zeit N° 18/2016 du 22 avril 2016
Ist sie eine Volksverräterin?

Deutschlandfunk du 23 avril 2016
Prozess gegen türkische Akademiker. Auf freiem Fuß, aber nicht freigesprochen

ORF.at du 29 avril 2016
Freiheit hat auch an den Unis enge Grenzen

** Hamburger Abendblatt* du 6 mai 2016
Victime de persécution politique : une journaliste courageuse

Telepolis du 9 mai 2016
Bande von Freiwilligen gewürdigt

WDR du 9. mai 2016
Aachener Friedenspreis an türkische und deutsche Initiative

Frankfurter Allgemeine Zeitung du 9 juin 2016
Repression an türkischen Unis. Hexenjagd auf die akademische Elite

LabourNet du 1 juillet 2016
Das Gute in den schlechten Zeiten

Deutsche Welle du 8 juillet 2016
Can Dündar und der Ruf nach Pressefreiheit

Focus-Online du 11 juillet 2016
« Professorin mit dem Kloaken-Maul » . Hexenjagd auf politische Gegner: Erdogan lässt Universitäten « säubern »

Spiegel-Online du 11 juillet 2016
Kritik unerwünscht: Erdogan lässt türkische Unis « säubern »

Qantara du 20 juillet 2016
Meinungsfreiheit in der Türkei. Hexenjagd gegen die akademische Elite

Deutschlandfunk du 22 juillet 2016
Türkische Hochschulen. « Viele werden ihren Job verlieren »

Süddeutsche Zeitung du 24 juillet 2016
Türkische Forscher. « Ich habe einfach Angst »

MOTHERBOARD du 27 juillet 2016
Wie sich das Leben für türkische Wissenschaftler nach dem 15. Juli verändert

taz du 6 août 2016
« Es gibt nur zwei Wege: sich selbst zensieren oder das Land verlassen »

fff-bayern.de
30. Medientage München

Zeitschrift für Medienwissenschaften du 11 août 2016
Verkehrung der Plätze. Medien, Versammlung und Wissenschaft nach dem Putschversuch in der Türkei

Linksnet du 12 août 2016
Das Wagnis der freien Meinungsäußerung in der türkischen Hochschullandschaft

Qantara du 15 août 2016
Der Putsch nach dem Putsch

taz du 18 août 2016
WissenschaftlerInnen in der Türkei. « Wir wissen wo ihr wohnt »

betterplace.org du 26 août 2016
Preisträgerin des Johann-Philipp-Palm-Preises für Meinungs- und Pressefreiheit 2016

Der Tagesspiegel du 26 août 2016
Gastwissenschaftler in Berlin. Warum Halil Yenigün in der Türkei keine Zukunft mehr hat

Schorndorfer Nachrichten du 26 août 2016
Palm-Preis-Gewinner stehen fest

Stuttgarter Nachrichten du 26 août 2016
Palm-Preis Schorndorf. Palm-Stiftung gibt Preisträger bekannt

Jinha du 27 août 2016
The eighth Johann Philipp Palm Prize, which has been granted every two year, is granted to the Academics for Peace.

Deutsch Türkisches Journal du 1 septembre 2016
Gruppe « Akademiker für den Frieden » . Aachen : Türkische Wissenschaftler erhalten Friedenspreis

Heise Online du 1 septembre 2016
Türkei : Wenn alle zu Putschisten erklärt werden

WDR du 2 septembre 2016
Aachener Friedenspreis würdigt türkische Wissenschaftler

Tagesschau.de du 11 septembre 2016
Nach gescheitertem Putsch : Türkei – Land der « Säuberungen »

Hamburger Abendblatt du 14 septembre 2016
Lage in der Türkei überschattet Kongress an der Uni

Deutsche Welle du 21 septembre 2016
Burundi : UN-Experten waren vor Völkermord

barisicinakademisyenler.net du 27 septembre 2016
An die Presse und Öffentlichkeit

LaboutNet Germany du 28 septembre 2016
Erste Lektion; Solidarität. Selbstorganisation und Protest zwischen Massenentlassungen und Repression

Berlin Journal du 30 septembre 2016
Deutscher Wissenschaftler in der Türkei verfolgt und im Stich gelassen

Deutsche Welle du 5 octobre 2016
Kunst zum Trotz! Kultur zwischen Widerstand und Zensur in der Türkei

Forschung & Lehre du 10 octobre 2016
Gleichschaltung türkischer Universitäten

Der Tagesspiegel du 12 octobre 2016
Türkische Soziologin im Exil. warum Nil Mutluer in Berlin Zuflucht sucht

Forum, das Wochenmagazin du 14 octobre 2016
« Man braucht Mut »

Sampsonia Way du 26 octobre 2016
Reporting Through Burundi's Coup : A Q&A with Ines Gakiza

Süddeutsche Zeitung du 2 novembre 2016
Journalistin im Exil – Stimme aus der Ferne

Stern du 4 novembre 2016
Erdogan-Kritikerin Mungan : « In der Türkei ist jede zweite ein potentieller ‚Terrorist', so lächerlich ist die Situation »

3SAT du 10 novembre 2016
Kein Dienst nach Vorschrift. Akademiker gründen Alternativ-Universität in der Türkei

Vorwärts du 11 novembre 2016
« Die Regierung tötet Menschen, aber man darf nicht darüber berichten »

Journalisten helfen Journalisten (JhJ) en novembre 2016
In Burundi verfolgt, von Deutschland prämiert

Süddeutsche Zeitung du 27 novembre 2016
Es ist gefährlich, in der Türkei zu forschen

pbi-Rundbrief Winter, décembre 2016
« In Burundi werden wir als Feinde betrachtet »

Radio Publique Africaine
2016, une année à nouveau mouvementée pour le monde médiatique burundais

SEZ, décembre 2016
Burundische Journalistin gewinnt Johann-Philipp-Palm-Preis für Meinungs-und Pressefreiheit

Gmünder Tagespost du 1 décembre 2016
Warum Pressefreiheit wichtig ist

** Schorndorfer Nachrichten* du 3 décembre 2016
« La prison m'a sauvé ». Prix Johann Philipp Palm 2016 : Esra Mungan de l'initiative turque « Les Diplômés pour la Paix »

BR du 4 décembre 2016
Inès Gakiza. Stimme aus dem Exil

** SWR-Aktuell* du 4 décembre 2016
Prix Palm doté de 20.000 euros. Journaliste radio et groupe pacifiste distingués

Schorndorfer Nachrichten du 5 décembre 2016
« Nicht Teil dieses Verbrechens sein »

** Stuttgarter Zeitung* du 5 décembre 2016
Remise du Prix Palm à Schorndorf. Des voix importantes de leurs pays d'origine

Südwest Presse du 5 décembre 2016
« Gespräche nicht abbrechen »

Daily Sabah du 7 décembre 2016
Academic responsibility

Schorndorf aktuell du 8 décembre 2016
Kämpferinnen und Kämpfer für die Meinungsfreiheit. Palm-Preis zum achten Mal in Schorndorf verliehen. Preisträgerinnen und Preisträger aus Burundi und der Türkei

POLITICO.eu du 17 janvier 2017
Turkey loses ist brains

Heinrich Böll Stiftung du 18 janvier 2017
Academics for Peace, Academics for Solidarity

NDR du 26 janvier 2017
« Erdogan bezeichnet uns als Terroristen »

Burg-Gymnasium du 5 février 2017
Palm-Preisträgerin Inès Gakiza aus Burundi am BG

Handelsblatt du 7 février 2017
Weiter Massenentlassungen per Notstandsdekret

Südwest Presse du 7 février 2017
Man hätte eine Stecknadel fallen hören

Euronews du 8 février 2017
Türkische Akademiker werfen Regierung Unterdrückung der Meinungsfreiheit vor

Hurriet Daily News du 8 février 2017
330 more academics expelled with state of emergency decree, stirring debate in Turkey

Tiroler Tageszeitung Online du 8 février 2017
Massenentlassungen per Dekret. « Akademiker für den Frieden » betroffen

SCHOLARatRISK du 10 février 2017
330 Academics ordered for dismissal in Turkey

Göttinger Tageblatt du 11 février 2017
Solidarität mit türkischen Akademikern

Süddeutsche Zeitung du 11 février 2017
Sie wollen alle Fremdkörper « entfernen »

Deutsche Welle du 13 février 2017
As repression deepens, Turkish artists and intellectuals fear the worst

Deutsche Welle du 14 février 2017
Türkei verschärft Repressionen gegen Künstler und Intellektuelle

Der Tagesspiegel du 17 février 2017
Verfolgung von Professoren in der Türkei. Warum Erdogan die Universitäten schleift

Deutschlandradio Kultur du 17 février 2017
Schlagstöcke gegen die Freiheit der Wissenschaft

NDR du 17 février 2017
Journalistin im Exil : Ines Gakiza aus Burundi

Süddeutsche Zeitung du 22 février 2017
Amnesty-Bericht zur Türkei: « Bedroht, verfolgt, angegriffen »

taz du 27 février 2017
Akademiker*innen für den Frieden – Nur eine Unterschrift

Advocate du 5 mars 2017
The Purge of Academics in Turkey

University World News du 5 mars 2017
Call for withdraw of doctorate for Turkish premier

POLTITICAL CRITIQUE du 9 mars 2017
Turkish scholars Deprived of Their Civil Rights

The America Weekly du 14 mars 2017
Online Campaign stands in solidarity with « Academics for Peace » in Turkey

Une journaliste courageuse

Inès Gakiza est persécutée politiquement dans son pays. Elle vit maintenant à Hambourg pour un an. De Katja Engler

« Ce qui est le plus important c'est de ne pas diffuser des mensonges car les gens nous font confiance ». La journaliste Inès Gakiza du Burundi à Hambourg. Ici elle vivra pour un an.
Photo : Roland Magunia

Quand elle était petite, Inès Lydie Gakiza était plutôt tranquille, sage et timide. Aujourd'hui, cette femme âgée de 29 ans compte parmi les journalistes les plus courageuses en Afrique. À l'invitation de la Fondation hambourgeoise pour les victimes de persécution politique, elle vit depuis quelques jours à Hambourg. Elle restera un an.

Non, elle n'est pas timide cette jeune Africaine. Plutôt concentré et attentiste. Enfin, c'est elle qui pose normalement les questions - au Burundi, un pays où la journaliste critique a dû craindre chaque jour pour sa vie.

Ines Gakiza travaille comme rédactrice politique pour la radio de l'opposition Radio Publique Africaine (RPA), la station de radio la plus populaire et la plus répandue au Burundi. « Nous sommes les yeux et les oreilles du petit peuple », dit-elle. Après la tentative du coup d'État de trois généraux en mai 2015, pendant laquelle quatre stations de radio privées ont été détruites par des incendies, les 40 journalistes de la RPA ont dû s'enfuir immédiatement afin de « sauver leur peau ». Elle parle sans émotions, sans colère ou excitation, plutôt comme journaliste professionnelle.

« Il a fallu du temps pour comprendre que toutes les structures ont été détruites et que le Burundi était au bout de souffle », se souvient-elle. En total, 160 journalistes se sont réfugiés au Rwanda voisin, elle-même avait été avertie avec des appels anonymes qu'elle est en danger. Au Rwanda, les journalistes ont ouvert en peu de temps une autre station de radio et à partir de juin 2015, la RPA a été accessible en ligne au plus grand nombre sur les téléphones mobiles. Il est peu connu que même si le Burundi est l'un des pays les plus pauvres du monde, environ 80 % de ceux qui habitent dans la capitale disposent d'un téléphone portable. « Vive la technique », dit Ines Gakiza et son soulagement d'avoir eu la chance d'un nouveau départ est encore perceptible.

C'était plutôt par hasard qu'elle est devenue journaliste. Après avoir fait des études de sciences sociales, elle a fait un stage chez RPA. « J'étais fascinée, il y avait un esprit vif, de l'audace et une grande cohésion ». Déjà à cette époque, la RPA était connue pour son journalisme d'investigation. Mais comment faire des recherches sur la situation politique et sociale dans un pays plein de vides juridiques ? Dans un pays au seuil d'une guerre civile, où des gens disparaissent chaque jour, où des attaques sont la norme et où le président Pierre Nkurunziza se maintient au pouvoir dans des conditions douteuses ? Comment travailler dans un pays où les journalistes doivent craindre pour leurs vies ?

Comme ses collègues, Inès Gakiza a grandit avec chaque nouveau devoir et s'étonne elle-même aujourd'hui d'avoir pris de tels risques pour obtenir des informations. Elle décrit sa vie au Burundi comme suit : « Il y a un attentat dans une région dangereuse ? On y va. Un meurtre dans l'arrière-pays isolé ? On y va. Même si c'est extrêmement dangereux, on y va. Et avec la carte de journaliste, on a le droit de passer les barrages de police. J'ai souvent risqué ma vie et rien ne s'est passé. Quelques-uns d'entre nous ont été arrêtés, il y avait des tentatives d'attentat mais jusqu'à présent, personne d'entre nous a été tuée ».

Le mari de Gakiza n'a rien à voir avec le journalisme. Il est avocat, raconte-t-elle. Il a beaucoup de respect pour l'engagement de son épouse et il la soutient de toutes ses forces. Ils n'ont pas d'enfants (« Je suis encore jeune »). En regardant son pays d'exil, le Rwanda, où de nombreuses femmes sont maintenant présentes au parlement, elle dit : « Les femmes sont capables de penser plus grand que les hommes, elles peuvent arriver à beaucoup de choses ». Elle aime son métier parce que de nombreuses personnes en profitent et parce que les Burundais sont informés avec les émissions de radio, grâce auxquelles ils apprennent quelque chose sur la santé, l'éducation et les droits de l'homme. « Il y a beaucoup de tristesse, de mauvaises nouvelles partout et la plupart des Burundais est fatigué. Mais les choses peuvent toujours changer ».

Inès Gakiza est toujours en contact avec ses anciens informateurs

A l'heure actuelle, où la station de radio a été délocalisée au Rwanda et les journalistes qui y travaillent n'ont plus la possibilité d'aller au Burundi, Inès et ses collègues dépendent fortement de leurs informateurs. « Ce qui est le plus important, c'est de ne pas diffuser des mensonges car les gens nous font confiance », souligne la journaliste. « Nous avons un dense réseau d'informateurs qui s'élargit chaque jour jusqu'à

l'échelle gouvernementale. Ce n'est pas facile et il faut être très vigilant. Chaque information que nous recevons doit être soigneusement vérifié ».

Après sa fuite au Rwanda, elle est restée en contact avec ses anciens informateurs. « S'ils n'ont pas été assassinés », ajoute-t-elle. Auparavant, ils ont choisi des endroits cachés pour se rencontrer et pour établir de la confiance. Cela n'est plus possible aujourd'hui. Mais elle a trouvé d'autres chemins d'obtenir des informations. Elle ne précise pas ces chemins. Bien sûr que non.

Ceux qui écoutent les émissions de la RPA critique du gouvernement au Burundi se mettent en danger grave, dit Inès Gakiza. Le plus sûr, c'est d'effacer immédiatement les traces du téléphone portable après avoir écouté l'émission. « En cas d'arrestation, on a du moins fait disparaître les preuves ».

Revue de presse-extrait

Schorndorfer Nachrichten du 3 décembre 2016

SCHORNDORFER NACHRICHTEN

« La prison m'a sauvée » De Thomas Milz

Prix Johann Philipp Palm 2016 : Esra Mungan de l'initiative turque « Les Diplômés pour la Paix »

Esra Mungan (48) recevra dimanche le Prix Johann Philipp Palm pour la liberté d'Opinion et d'Expression pour l'alliance turque « Les Diplômés pour la Paix ». Ce prix est divisé en deux. Photo : Milz

Esra Mungan est co-fondatrice des « Diplômés pour la Paix », une initiative turque qui a appelé en janvier 2016 avec une pétition au gouvernement turc à reprendre le processus de paix avec les Kurdes dans l'est du pays. Son engagement exigeait des sacrifices personnels. Esra Mungan était elle-même en détention, le procès est encore en cours. Dans cet entretien nous découvrons une femme courageuse et fortement engagée en faveur de la justice.

Elle a vu des mères qui désiraient seulement retrouver les corps morts de leurs enfants. Aujourd'hui encore, Esra Mungan ne peut pas retenir ses larmes silencieuses quand elle nous raconte cette histoire. Au printemps, elle a passé quelques jours à Sur, un quartier fortement combattu de la métropole kurde Diyabakir. En solidarité avec d'autres diplômés, elle voulait tenir une veillée pour la paix afin de s'exprimer après en tant que témoin. « Mais après, pour la première fois, j'ai perdu l'espoir ». De retour à Istanbul, elle sentait qu'elle était en train d'entrer dans une dépression profonde. Au travail, des collègues inquiets l'ont informé: « La police était chez toi ! ». Elle a été emprisonnée et a passé ensuite 40 jours en prison. Et après, Esra Mungan dit quelque chose de très provocant : « Cela m'a redonné la confiance. La prison m'a sauvé d'une dépression ! ». Elle sentait qu'elle fait partie d'un grand combat, confie-t-elle en souriant.

Contre la protestation isolée : « Nous agissons de façon collective ! »

Quelle force ouverte et exigeante dans les yeux de Esra Mungan ! « Nous avons conclu qu'en ne faisant que regarder, on devient partie du crime ». Nous, ce sont les collègues de 89 universités turques (de 200 en total) qui ont formé l'alliance « Les diplômés pour la Paix » en 2012. Demain, elle recevra le Prix Palm pour l'engagement de plus de 2000 signataires exigeant la reprise des négociations avec les Kurdes turques. C'était le 11 janvier 2016 et le jour suivant déjà, les médias gérés par l'état ont commencé leur chasse aux « traîtres de la patrie ». Un chef de la Mafia turque très connu et proche du président Erdogan a menacé publiquement de se baigner dans le sang des signataires ! « Ils essayent de nous intimider et de nous faire peur ». Depuis, plus de 400 procédures disciplinaires ont été lancées contre les militants pour la paix, soucieux du processus de réconciliation au niveau national.

Au début, on s'est posé la question : « Que pouvons-nous faire ? » - et cette question a un historique de nombreux événements oppressants : En 2012, les proches et notamment les femmes de nombreux Kurdes emprisonnés ont organisé des grèves de la faim devant les prisons turques. A l'époque, ces Kurdes ont été condamnés par les adhérents du prédicateur Gülen : « un mouvement terriblement sombre » dit-elle. Face à la guerre de Gaza, les Diplômés ont invité en 2014 un historien israélien et palestinien à un débat public. Mais l'Israélien s'est retiré, craignant des mesures de répression de son gouvernement. « C'est la raison pour laquelle ce groupe est important », était la conclusion des intellectuels autour de Mungan. « Nous agissons de façon collective ! »

L'idée responsable de « l'éducation oblige »

Esra Mungan est consciente de la responsabilité des intellectuels dans des affaires sociétales et sociales. « Il ne suffit pas que Noam Chomsky ou Judith Butler » - des intellectuels reconnus au niveau mondial et agissant ainsi dans des espaces politiques protégés - « disent quelque chose ». En écoutant ses propos, on ressent à quel point l'idée exigeante de 'l'éducation oblige est importante pour elle. « En Turquie, on attend que les diplômés obéissent », dit-elle. « Nous savions que nos actions étaient dangereuses », avoue-t-elle. Pourtant, ils l'ont tous osé afin de ne pas se sentir coupable.

Et quel énorme espoir d'un nouveau départ et de paix ont eu les groupements laïques démocratiques en Turquie après les élections parlementaires le 7 juin 2015 ! Les adhérents du parti pro-kurde HDP et du parti social-démocrate CHP se sont embrassés car l'AKP, parti islamiste d'Erdogan, n'a pas obtenu la majorité absolue et dépendait ainsi des partenaires de coalition.

Mais les « chocs » suivirent rapidement, selon Esra Mungan. Le 21 juillet 2015, un auteur d'attentat de l'EI s'est suicidé à Suruç et a causé la mort de 34 jeunes qui voulaient exprimer leur solidarité en amenant des livres à la ville voisine de Rojava dans le nord de la Syrie. Le 10 octobre, 101 personnes ont perdu la vie suite à un autre attentat lors d'une manifestation de gauche à Ankara. « Nous étions complètement bouleversés » dit Mme Mungan en accusant le gouvernement turc d'avoir été au courant de ces attentats

sans intervenir. Une commission d'enquête chargée à l'époque du HDP a été rejetée par la majorité parlementaire de l'AKP.

« L'état essaye de nous intimider mais cela nous rend plus forts ! »

Quand des jeunes déçus, dont beaucoup sans perspectives d'avenir, ont proclamé l'autogestion dans leurs quartiers et érigé des barricades pour être protégé de la police, le militaire et les unités spéciales, le gouvernement a réagi avec une dureté excessive. « La situation s'est dégradée - des civils ont été tués », raconte Esra Mungan. « Maintenant, ça suffit » ont pensé les gens. « C'était le moment où notre pétition a également exprimé mes sentiments. Après, Erdogan a fait tout notre travail de relations publiques avec ses insultes furieuses ». Cela a donné tout de suite 1000 signataires de plus à la pétition. Mais les intimidations ont également augmenté.

Après une conférence de presse le 10 mars, Esra Mungan et trois autres collègues ont été emprisonnées quatre jours plus tard dans une prison pour femmes. Et encore une fois, elle montre son sourire combatif : « C'était intéressant. Les gardiens étaient étonnés de voir à quel point c'était facile pour la professeure de se sentir à l'aise. J'étais tellement heureuse : L'état essaye de nous intimider mais cela nous rend plus forts ! Cette expérience était unique, Merci ! » Après sa sortie de prison, Mme Mungan se réjouit presque de sa troisième procédure judiciaire le 22 décembre. Il y a aussi toujours des manifestations devant le tribunal.

Avec la tentative du coup d'État du 15 juillet, la situation s'est encore gravement détériorée. « Nous avons été tellement indignés », explique Esra Mungan en réaction. « Car nous voulions réaliser quelque chose par des moyens démocratiques et nous étions en train de créer ce mouvement démocratique ! » Maintenant, tout est devenu beaucoup plus difficile.

Test décisif pour chaque mouvement : Comment sont traitées les femmes ?

« Mais je veux résister, c'est ma perspective » dit-elle avec un courage ininterrompu. « C'est fatiguant, mais il faut le faire ! Chaque forme de nihilisme me met vraiment en colère. Des protestations permanentes ! La colère partout ! Alors je me sens bien. Cela me donne de l'énergie ! »

Et à la fin, Esra Mungan se voit renforcée par la manière dont les femmes voient les choses : « Pour moi, le test décisif de chaque groupement politique s'exprime dans la manière de traiter les femmes. Et c'est ce qui est tellement intéressant à propos de ce mouvement kurde ! »

Esra Mungan et le « Heidelberger Manifest »

Esra Mungan est née en **1978 à Ankara**. Puisque son père a travaillé à l'université de **Bochum**, elle a grandi en Allemagne. Quand le « Heidelberger Manifest », un manifeste ethnique et xénophobe rédigé par des professeurs allemands, dont un collègue de Bochum de son père, a été publié en 1981 (« nous

constatons avec une grande inquiétude l'infiltration du peuple allemand »), la famille a quitté l'Allemagne et a déménagé à Istanbul. « A l'époque j'avais peur » se souvient Esra Mungan.

Mme Mungan qui parle parfaitement l'allemand travaille aujourd'hui en tant qu'**Assistant Professor à l'Université Bogasiçi à Istanbul** à la faculté de Psychologie. Elle a écrit sa thèse de doctorat sur le sujet « Les impacts des processus de codage du souvenir explicite et implicite des mélodies. »

Récemment, elle s'est penché sur une étude « des processus d'oubli par le souvenir ».

Revue de presse-extrait

SWR Landesschau Aktuell du 4 décembre 2016

Prix Palm doté de 20.000 euros

Journaliste radio et pacifistes distingués

Le dimanche, le Prix Johann Philipp Palm pour la Liberté d'Opinion et d'Expression doté de 20.000 euros a été remis à Schorndorf : à une journaliste de radio burundais et un groupe turc de pacifistes.

Remise du Prix Palm à Schorndorf De Frank Rodenhausen

Des voix importantes de leurs pays d'origine

Une journaliste de radio qui a dû quitter son pays d'origine, le Burundi, et un groupe de diplômés turcs ont été distingués de la Fondation Johann-Philipp-Palm pour ses engagements pour la Liberté d'Opinion et d'Expression.

Inès Lydie Gakiza (au milieu) et quatre représentants des « Diplômés pour la Paix » Photo : Frank Epple

Près de 250 ans après l'assassinat du libraire Johann Philipp Palm perpétré par les occupants français, le droit à l'expression libre est confronté à des défis majeurs. C'est la thèse formulée dimanche à Schorndorf par Hubert Spiegel, correspondant en Allemagne de la rubrique culturelle de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. M. Spiegel a tenu l'allocution festive lors de la Remise du Prix Johann Philipp Palm pour la Liberté d'Opinion et d'Expression à la Barbara-Künkelin-Halle. Le titre de son discours : « La colère au lieu de la vérité ? La liberté d'opinion et d'expression dans une ère post-factuelle ».

Des mensonges comme moyen légitime

Non seulement les événements en Turquie et au Burundi, les pays d'origine des lauréats distingués par le jury de la Fondation Palm, où des journalistes sont exposés à la persécution et aux représailles, sont préoccupants. Même dans des pays présumés démocratiques, le droit à une expression libre fait face à une crise. « Le mensonge est devenu un moyen légitime, car le public ne s'intéresse peut-être plus trop à la vérité » dit Spiegel. Il a donné l'exemple de la campagne électorale aux États-Unis où beaucoup de personnes ont été séduites par des messages même s'ils avaient compris que ces messages ne correspondaient pas à la vérité. En outre, des algorithmes risqueraient de nuire l'opinion majoritaire. Ça s'est également montré pendant la campagne électorale aux États-Unis où les deux candidats se serviraient

d'une approbation générée artificiellement auprès des services de messages courts. Il serait donc essentiel que les journalistes jouent leur rôle en tant que classeur fiable d'informations, selon Spiegel.

« Nous sommes à vos côtés »

Inès Lydie Gakiza a joué un tel rôle au Burundi, son pays d'origine. Sa station de radio RPA y était une source fiable jusqu'à la destruction par le gouvernement, affirme Bruno Brommer. Dans son discours à la louange de la journaliste de radio, l'ancien ambassadeur a rendu hommage à Mme Gakiza qui continue de l'Allemagne avec son travail de journalisme. Le Prix Palm n'est pas seulement une reconnaissance de son courage mais aussi un hommage aux citoyens de ce pays ainsi que le message :
« Nous sommes à vos côtés. »

La solidarité dans la lutte pour la démocratie

« Nous ne voulons pas faire partie de ce crime » était la motivation d'environ 2000 diplômés d'appeler au président turc Erdogan dans une pétition d'arrêter le conflit avec les Kurdes. Le risque mais aussi l'importance de s'engager se montre maintenant avec les licenciements de masse et les persécutions des scientifiques en Turquie, a souligné Christiane Schlötzer de la *Süddeutsche Zeitung*. Muzaffer Kaya, qui a, avec trois autres diplômés, reçu la distinction pour le groupe, a appelé à une solidarité dans la lutte pour la démocratie et la paix « pour qu'une remise d'un tel Prix ne soit plus nécessaire ».

Prix pour la Liberté d'Expression

Johann Philipp Palm

Le fils d'un chirurgien et d'une fille d'un boulanger est né en 1766 à Schorndorf. Après sa formation de libraire à Erlangen et des séjours à Göttingen et à Francfort, le libraire Palm s'installe à Nuremberg. Suite à la diffusion d'un document anonyme critiquant la politique impérialiste de Napoléon, il est arrêté par les occupants français et déporté à Braunau am Inn. Devant un tribunal militaire, il y est impliqué dans un procès truqué. Il est abattu le 26 août 1806.

Prix

Le Prix Johann Philipp Palm doté de 20.000 euros est remis tous les deux ans par la Fondation Palm fondée il y a 21 ans. Avec ce Prix, la Fondation récompense des femmes, des hommes et des institutions qui s'engagent fortement en faveur de la liberté d'opinion et d'expression. C'est un jury composé de personnalités de l'église, de la culture, des médias, de la politique, de l'économie et de la science qui décide de l'attribution. Des partenaires de coopération de longue date comme les organisations Amnesty International, Journalistes aident Journalistes ou Reporters sans Frontières ont un droit de proposition.

L'annonce des lauréats se fait toujours le 26 août, le jour du décès de Johann Philipp Palm et la Remise du Prix a lieu le premier dimanche en décembre.

Pétition au gouvernement

Les Diplômés pour la Paix

Le groupe pacifiste s'engage en faveur de la liberté en Turquie. En janvier, il a fait appel au gouvernement de reprendre le processus de paix entre les Turcs et les Kurdes à l'est du pays. Cette pétition a été signée par 2000 diplômés environ. Les quatre scientifiques qui représentent le groupe lors de la Remise du Prix ont été temporairement en détention provisoire à cause de la pétition. Ils sont menacés d'interdictions d'exercer leur métier ou de quitter le pays ainsi que des procès judiciaires.

Turquie

Le Conseil de Fondation Palm a pris sa décision relative aux lauréats déjà au début du mois de mai, c'est-à-dire avant la tentative du coup d'État en Turquie en juillet, après lequel le président Erdogan a ordonné des licenciements massifs et des arrestations. Mais déjà pour l'année 2015, Amnesty International a présenté des rapports montrant une détérioration croissante de la situation des droits de l'homme depuis les élections parlementaires en juin et la nouvelle flambée des conflits armés entre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et les forces armées turcs. Depuis, les médias sont exposés aux « représailles sans précédentes » et la liberté de la presse a été fortement limitée selon un rapport national de l'organisation pour l'année 2015.

Des nouvelles du Burundi

Inès Gakiza

La journaliste de radio âgée de 29 ans qui a travaillé pendant plusieurs années pour la station de radio indépendante « Radio Publique Africaine » (RPA) était forcée de quitter le Burundi face aux répressions et à la violence croissante dans son pays. Avec ses recherches sur les violations des droits de l'homme commis par le gouvernement burundais mais aussi avec des reportages ayant pour sujet la situation politique et sociale dans les pays voisins, elle s'est fait un nom en tant que journaliste courageuse. Elle s'est enfuie d'abord au Rwanda et elle est actuellement hôte de la Fondation hambourgeoise pour les victimes de persécution politique. Déjà pendant sa fuite, elle a, conjointement avec ses collègues, créé un magazine d'information en ligne dans lequel elle continue à informer sur la situation militaire et politique dans son pays dans des articles et des émissions de radio.

Burundi

Depuis le printemps de l'année dernière, l'état d'urgence règne dans ce pays de l'Afrique de l'Est après la réélection douteuse du président Pierre Nkurunziza. Selon Amnesty International, des adhérents de l'opposition ont été torturés et tués par le service secret. La communauté internationale et les Nations Unis observent avec une grande anxiété les développements. Cela rappelle l'époque avant le génocide au Rwanda voisin il y a 22 ans.

Le Maire Matthias Klopfer avec les lauréats 2016
Photo : D. Grbic, Bebop Media

Mots de remerciement

Annette Krönert

Directrice du Secrétariat, Membre de la Direction

Organiser une telle manifestation à chaque fois de manière appropriée demande de la passion et ne marche qu'avec une équipe bien rodée. Je transmets donc volontiers toutes les réactions positives que j'ai reçues après la cérémonie. Sans le soutien indispensable et la confiance des **collègues au bureau Palm**, notamment Marieluise Beckhoff, l'accomplissement des tâches par rapport à la préparation et la gestion du Prix Palm ne serait pas possible.

Le Professeur Dr. Ulrich Palm accompagne la Remise du Prix depuis des années d'une manière attentive et avec des mots bien placés. Nos **partenaires de coopérations** - en particulier les groupes locaux et thématiques souvent bénévoles d'Amnesty International, la Fondation hambourgeoise pour les victimes de persécution politique avec Martina Bäurle, l'association Journalistes aident des Journalistes avec Carl-Wilhelm Macke et Reporters sans Frontières - soumettent toujours des propositions soigneusement recherchées, nouent des contacts et ont une influence sur les médias publics. Sous la présidence de l'évêque en retraite Eberhardt Renz, **le jury** a en 2016 encore une fois soigneusement choisi deux lauréats qu'il convient de soutenir et de récompenser.

Depuis sa fondation, le Prix est sous **l'égide** du ministre-président du Bade-Wurtemberg. Winfried Kretschmann a bien suivi cette tradition. La **Ville de Schorndorf** est également co-hôtesse depuis la première Remise du Prix. J'adresse un merci particulier à M. Le Maire Matthias Klopfer et son équipe. Avec son **allocution festive**, Hubert Spiegel s'est inscrit dans l'air du temps et a laissé de nombreux invités impressionnés. Bruno Brommer et Christiane Schlötzer qui ont fait **les éloges** aux lauréats ont été très bien informés de la situation dans les pays d'origine des lauréats. Les **traductrices** ont surmontés les barrières linguistiques et étaient souvent les premières interlocutrices pour les lauréats dans des situations quotidiennes. Du point de vue **musical**, Jonas Palm nous a - une fois de plus - accompagné sur le violoncelle. Monsieur März et l'équipe de la **Künkelin-Halle** nous ont accompagnés pour la dernière fois sous cette forme. Je tiens à vous remercier de cette longue collaboration. Selon la bonne tradition, le Conseiller de l'Église en retraite, Martin Pfeiffer était essentiel en ce qui concerne la **rédaction** de la présente documentation.

Je tiens à remercier expressément nos **comités**, la Direction et le Conseil de Fondation, les membres de la Fondation, nos partenaires de projet et tous les autres compagnons fidèles. C'est grâce au réseau solide à Schorndorf et les régions au-delà qu'il est possible d'accomplir notre travail et de faire de la Remise du Prix Johann Philipp Palm à chaque fois une manifestation digne et valorisante.

Dans les langues de nos lauréats, j'adresse à vous tous un « MURAKOZE » et « TE□EKKÜR » chaleureux !

Annette Krönert
pour la Direction

AMNESTY INTERNATIONAL

Themengruppe
MEINUNGSFREIHEIT
Verfolgte JournalistInnen und AutorInnen

Haus der Geschichte
Baden-Württemberg
Der neue Blick

Journalisten helfen
Journalisten e.V.

REPORTER OHNE GRENZEN
FÜR INFORMATIONSFREIHEIT

SCHORNDORF »
DIE DAIMLERSTADT

Patron du Prix Johann Philipp Palm

Le Ministre-Président du Bade-Wurtemberg, Monsieur Winfried Kretschmann

Partenaires de la Fondation Palm

Amnesty International
La Maison d´Histoire du Bade-Wurtemberg
Journalistes aident Journalistes e.V.
Réporters sans Frontières
La Ville de Schorndorf

PALM-STIFTUNG
Gemeinnuetziger Verein e.V. Schorndorf
FONDATION PALM
association déclarée à but non lucratif,
Schorndorf/ Allemagne

BUREAU
Wallstraße 2
D - 73614 Schorndorf
Phone: +49 7181 5081
Fax: +49 7181 22010

SUCCURSALE
Koenneritzstraße 5
D - 01067 Dresden
Phone: +49 351 44813150

info@palm-stiftung.de
www.palm-stiftung.de

PRESIDENT DU DIRECTOIRE
Dr. Rainer Koenig (Chairman)
Annette Kroenert
Winfried Kuebler, OB a.D.

Registered at Stuttgart VR 280 598

BANK DETAILS
IBAN: DE55 6025 0010
0005 2375 55
BIC: SOLADES1WBN